

éclairages

N°22

[Automne/Hiver
2024-2025]

LA CULTURE EN PARTAGE :
COOPÉRATIONS ET DYNAMIQUES
COLLECTIVES

10 artistes à l'œuvre :
Séverine Enjolras, Rojer Féghali,
Cyril Lafon, Sybil Marzin, Chloé Pince, le poisson,
Alex Pou, Marthe Sébille, Samuel Stento,
Mélanie Trugeon



ALCA
AGENCE LIVRE
CINÉMA & AUDIOVISUEL
EN NOUVELLE-AQUITAINE



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

ÉDITO

La géographie de la production artistique est-elle appelée à se transformer ? Montée en compétence des territoires, recul des aides d'État dans de nombreux domaines, aléa du financement privé, technologies nouvelles et disruptives, le monde de la culture n'échappe pas à une réalité universelle : il est un corps vivant qui doit s'adapter sans répit.

Osons un parallèle, nécessairement hasardeux : voir donner le prix Nobel de littérature à Bob Dylan, le Renaudot à un romancier rappeur, Gaël Faye, ou encore le slameur Grand Corps Malade réaliser trois longs métrages doit nécessairement nous tenir en éveil. Ça bouge chez les créateurs. Alors, la forte segmentation qui parfois caractérise nos institutions peut-elle ignorer cette hybridation des pratiques, ces frontières qui s'estompent ? Ou s'en inspirer ?

Des solutions, ces pages vous en proposent un certain nombre au centre desquelles cette figure de l'artiste global, touche-à-tout, sans étiquette a toute sa place et surtout toutes les qualités pour enrichir la création comme jamais peut-être.

Coconstruction, coopération, coproduction : « co » est le préfixe de la richesse par le partage (joli paradoxe).

Relation aux publics, aux territoires, coopérations internationales multipliées, décloisonnement institutionnel, coproductions... Puisque les créateurs eux-mêmes nous en montrent l'intérêt, nous aussi, jouons avec les lignes !

C'est autour de ce thème passionnant que vont « plancher » toutes les personnes interrogées dans ce numéro d'*Éclairages*. En traçant les contours possibles d'un paysage institutionnel ravivé par cette forme de « désacadémisation » menée par les artistes eux-mêmes, nous ouvrons la réflexion et la partageons avec vous. Quel beau sujet.

Bruno Boutleux
Président d'ALCA



éclairages

N° 22 - [Automne/Hiver
2024-2025]

Illustration de couverture
et page 7 : Sybil Marzin

Éclairages est la publication
semestrielle d'ALCA, Agence
livre, cinéma et audiovisuel en
Nouvelle-Aquitaine, association
Loi 1901.

Directeur et directrice
de la publication :
Bruno Boutleux
Rachel Cordier
Coordination éditoriale :
Marie-Pierre Quintard
Comité de rédaction :
L'équipe d'ALCA

Ont contribué à ce numéro :
Nathalie André
Lucie Braud
Aline Chambras
Christophe Dabitch
Olivier Daunizeau
Émilie Escourido
Ingrid Florin Muller
Quiterie de Fommervault

Claire Géhin
Hélène Labussière
Pierre Laurent-Lemur
Pauline Leduc
Cédric Lépine
Margaux Maillard
Alex Pou
Olivier Ramoul (ORA)
Nathalie Troquereau
Charles-Édouard Woisselin

La rédaction remercie toutes les personnes
qui ont accepté d'être interviewées pour
la réalisation de ce numéro.

Conception graphique :
Dan Maurin / www.dandan.fr

Pour écrire à la rédaction :
marie-pierre.quintard@alca-nouvelle-aquitaine.fr

Diffusion : ALCA
Imprimeur : Laplante
www.laplante.fr
ISSN : 2273-8851
Dépôt légal : décembre 2024

ALCA
AGENCE LIVRE
CINÉMA & AUDIOVISUEL
EN NOUVELLE-AQUITAINE



ALCA

Site de Bordeaux :
MÉCA - 5, parvis Corto-Maltese
CS 81993
33088 Bordeaux Cedex

Site de Limoges :
24, rue Donzelot
87000 Limoges

Site de Poitiers :
62, rue Jean-Jaurès
86000 Poitiers

Site d'Angoulême :
Maison alsacienne - 2, rue de la Charente
16000 Angoulême

Tél. +33 (0)5 47 50 10 00 - alca@alca-nouvelle-aquitaine.fr - www.alca-nouvelle-aquitaine.fr



02 Événements

- Le Castor astral et Contrejour : un demi-siècle d'existence !
- FIBD 2025
- Fipadoc 2025 en quelques chiffres

03 Actualités d'ALCA

- Prologue lance une série de replays
- « Terre de tournages », la nouvelle rubrique de Prologue
- Le site Internet du Pôle régional d'éducation aux images de Nouvelle-Aquitaine fait peau neuve !

04 Infos juridiques

- Les cadres du contrat d'édition
- Par Olivier Ramoul, cabinet ORA

05 Par-delà les frontières

- Forum de coproduction à San Sebastián : une fenêtre sur l'Amérique latine
- Par Charles-Édouard Woisselin

06 Transversalité

- Le Nouveau Festival, un tremplin pluridisciplinaire pour les lycéens et les apprentis
- Par Aline Chambras

DOSSIER :

LA CULTURE EN PARTAGE : COOPÉRATIONS ET DYNAMIQUES COLLECTIVES

Parole d'invité

08 L'âge de « faire » : les politiques culturelles à l'épreuve du territoire emmanuel vergès, codirecteur de l'Observatoire des politiques culturelles

Par Nathalie Troquereau

Des podcasts pour explorer les politiques culturelles

Par la rédaction

Coopérer entre régions, d'ici et d'ailleurs

10 Un prix pour encourager la coopération audiovisuelle transfrontalière

Marie Hégy-Urain, responsable de la gestion des projets de coopération transfrontalière pour l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine, Euskadi, Navarre

Par Cédric Lépine

11 Zukugailua : promouvoir et dynamiser le cinéma au Pays basque

Par Alex Pou

12 Une coopération avec l'Institut français du Sénégal pour accompagner la création francophone

Aimée Ardouin, responsable de la mission Résidences/Chalet Mauriac à ALCA, **Victor Faye**, coordinateur de la Villa Saint-Louis Ndar et **Dana Khouri**, coordinatrice de l'Institut des Afriques

Par Nathalie André

DiANA'T, la chaire Diasporas africaines en Nouvelle-Aquitaine & transculturalité de l'Université Bordeaux Montaigne

Par Nathalie André

La résidence d'écriture panafricaine du Fidacos en Nouvelle-Aquitaine

Par Nathalie André

14 Des liens pour encourager la création chez les jeunes réalisateurs et réalisatrices du continent africain

Hicham Falah, délégué général du Fidacos et **Karim Hapette**, réalisateur

Par Pierre Laurent-Lemur

16 Cinéma : de la coopération interrégionale à la coproduction internationale

Par Olivier Daunizeau



L'Origine du monde - © Sébastien Jounel, Sister Productions

Une maison forte pour abriter des moments fragiles

Par Olivier Daunizeau

18 Résidence partagée : la Maison Julien Gracq et le Chalet Mauriac inaugurent une coopération interrégionale

Par Lucie Braud

La résidence d'écriture croisée Nouvelle-Aquitaine/Occitanie

Par la rédaction

Quand la culture infuse les territoires

20 Le Mois du doc : une coopération territoriale active autour de la diffusion du documentaire

Par Émilie Escourido

22 Une EAC à dominante patrimoine : l'exemple de la Haute-Corrèze

Marion Barreau, cheffe de projet patrimoine auprès de la direction Proximité et Citoyenneté de Haute-Corrèze

Par Aline Chambras

Le Label 100 % EAC

Par Aline Chambras

23 600°, un récit pour rétablir les liens

Par Quitterie de Fommervault

24 Utiliser l'interactivité pour revenir au livre papier

Par Margaux Maillard

Le contrat de filière Livre 2025-2027

Par Margaux Maillard

26 Brigade anonyme : les coopérations à l'œuvre autour d'un tournage en région

Par Christophe Dabitch

28 Artistes à l'œuvre

DIX REGARDS ARTISTIQUES SUR LA COOPÉRATION :

Séverine Enjolras, Rojer Féghali, Cyril Lafon, Sybil Marzin, Chloé Pince, le poisson, Alex Pou, Marthe Sébille, Samuel Stento, Mélanie Trugeon

Création, production et réflexion partagées

38 Plan de sauvegarde des biens culturels en bibliothèque : la coopération, nerf de la guerre

Par Pauline Leduc

40 La coopération entre artistes : visibilité, créativité et amitié

Par Hélène Labussière

42 Un dispositif pour hisser les auteurs au-dessus de leurs textes

Par Claire Géhin



Chambre sous l'eau - © Marion Duclous

44 La 4^e Planète : une aventure qui réunit

Par Ingrid Florin Muller

46 L'Association des éditeurs de Nouvelle-Aquitaine : la mutualisation comme ADN

Hervé Chopin, éditeur, et **Esther Merino**, éditrice et présidente de l'AEANA

Par Margaux Maillard

OP'libris : un outil pensé par des éditeurs pour des éditeurs

Par la rédaction

48 Les professionnels de l'animation bordelais se rassemblent

Julien Allard, coordinateur de l'association Fun Per Second

Par Ingrid Florin Muller

Retrouvez l'intégralité de la revue sur prologue-alca.fr

prologue
le magazine d'ALCA

Événements

Le Castor astral et Contrejour : un demi-siècle d'existence !

En 2025, deux maisons d'édition néo-aquitaines fêteront leurs 50 ans : les éditions béglaises Le Castor astral et Contrejour, à Biarritz. Si la première est une référence notamment en matière de musique et de poésie – avec un prix Nobel en 2011 pour l'œuvre poétique complète de Tomas Tranströmer –, la seconde a marqué l'histoire de la photographie en contribuant à faire émerger une nouvelle génération de photographes et à redonner une place privilégiée à des maîtres parfois oubliés.

Plusieurs événements organisés par Le Castor astral ponctueront l'année de mars à octobre : des rencontres en librairies dans plusieurs régions de France, des performances, des lectures et un temps fort autour de la collection « Poche/Poésie » au moment du Printemps des poètes. L'occasion de fêter les 50 000 exemplaires vendus du recueil de Cécile Coulon, *Les Ronces* – premier titre de la collection paru en 2021 –, au moment où l'éditeur publiera en grand format la nouveauté de cette autrice fidèle. Cet anniversaire est aussi l'opportunité de célébrer tout le travail graphique réalisé par Magalie Giraud, qui a renouvelé la charte graphique de la maison et contribué ainsi à un certain renouveau en librairie. Les libraires seront d'ailleurs remerciés de leur soutien par le biais d'opérations commerciales spécifiques tout au long de l'année.

Les éditions Contrejour, quant à elles, fêteront leurs 50 ans « en toute intimité », comme le confie Claude Nori, leur directeur. L'ambition, pour les années à venir, est de réduire la production éditoriale (trois à quatre titres annuels) pour consacrer aux ouvrages publiés encore plus de soins, tant au niveau éditorial que promotionnel. Une manière de continuer à se distinguer parmi la prolifération des livres photos pour cet éditeur qui, né en 1975, fait partie des précurseurs du genre.

FIBD 2025

Du 30 janvier au 2 février 2025 se déroulera la 52^e édition du Festival international de la bande dessinée d'Angoulême, avec un focus particulier sur l'Espagne. Les éditions poitevines Flibl seront aussi mises à l'honneur à travers une exposition consacrée au roman-photo, un genre défendu par la maison depuis 20 ans. Soutenue par la Cité et réalisée par Jean-Philippe Martin et Grégory Jarry, l'exposition montrera, avec un regard à la fois pédagogique et humoristique, les différentes étapes de fabrication d'un roman-photo.

Au programme également de cette édition, plusieurs événements organisés par ALCA :

- un stand ALCA-Région Nouvelle-Aquitaine au Marché international des droits à partir du 29 janvier ;
- une matinée interprofessionnelle, jeudi 30 janvier, autour de



© Éditions Flibl

la bande dessinée et de l'écologie, dans la médiathèque L'Alpha GrandAngoulême, avec une conférence de Pierre Pulliat, formateur BD, et une table ronde réunissant les autrices angoumoises Zoé Sauvage et Émilie Saitas, ainsi que l'éditrice et autrice Hélène Richard (alias Lénon) ;

– un *speed dating* le 30 janvier, où producteurs, productrices et auteurs et autrices de BD pourront se rencontrer et échanger autour de projets d'adaptation de bandes dessinées en films d'animation.

Retrouvez toutes les informations dans la rubrique « Agenda » du site d'ALCA : alca-nouvelle-aquitaine.fr

Fipadoc 2025 en quelques chiffres

Neuf pays des Balkans seront à l'honneur lors de l'édition 2025 du Fipadoc. Six nouveaux talents néo-aquitains et de la résidence La Ruche documentaire du Fipadoc d'Agadir présenteront leur projet de premier film documentaire devant un panel de chaînes et de producteurs de la région lors des Pitches premiers films en région. Deux prix viendront récompenser les meilleurs projets (dont un prix Région Nouvelle-Aquitaine pour l'écriture, doté de 1 500 €). Par ailleurs, quatre éditeurs néo-aquitains participeront à Doc à la page, une cession de pitches destinée aux maisons d'édition pour présenter un ouvrage de non-fiction devant des producteurs en vue d'une adaptation audiovisuelle.

Depuis huit ans qu'existe le dispositif Pitches premiers films en région, soixante-deux jeunes cinéastes y ont participé pour, au total, quinze films terminés et une dizaine en cours de production. De quoi inciter les réalisateurs émergents à concourir !

Retrouvez toutes les informations sur cette édition 2025 sur fipadoc.com et sur alca-nouvelle-aquitaine.fr

Actualités d'ALCA

Prologue lance une série de replays

ALCA organise et accueille à travers la Nouvelle-Aquitaine une multitude d'événements professionnels, aux thématiques variées et toujours en lien avec les questionnements qui occupent les filières du Livre et du Cinéma. Pour que toutes celles et ceux qui le souhaitent puissent profiter de ces précieux moments d'échanges et des interventions expertes qui les rythment, Prologue développe une série de replays. Disponibles dans la rubrique « Nos sonores », les replays permettent de prolonger ces moments de réflexions collectives, au-delà de l'instant T. Les premiers épisodes reviennent sur : la table ronde « Penser le matrimoine, écouter les œuvres », qui s'est déroulée à la MÉCA lors des Journées européennes du patrimoine et du matrimoine ; un autre donne à réécouter l'autrice Reine Prat, intervenue lors de la Fête au Chalet, à Saint-Symphorien (33), en sa qualité de spécialiste des questions sur l'égalité homme-femme dans le milieu culturel ; enfin, un replay des Rencontres Émergence est aussi disponible à l'écoute. Organisée en partenariat avec le Festival international du film indépendant de Bordeaux, cette journée était dédiée aux jeunes professionnels qui se destinent aux métiers du cinéma.

prologue-alca.fr

« Terre de tournages », la nouvelle rubrique de Prologue

Parce que notre région regorge de paysages dont la richesse réside aussi dans la diversité, ALCA a décidé de les mettre en valeur grâce à une nouvelle rubrique dédiée sur Prologue, le magazine en ligne d'ALCA. Dans « Terre de tournages » sont publiées des photos de lieux repérés par les professionnels du département Cinéma de l'agence, sous un prisme artistique plutôt que touristique. La première série de photos se



Photo : Laurent Moreau – © ALCA

concentre sur la ville de Limoges ainsi que sur les territoires de la Creuse, de la Haute-Vienne et de la Corrèze. Des réalisateurs de renom ne s'y sont d'ailleurs pas trompés : le chef-d'œuvre d'Alain Corneau, *Tous les matins du monde* (1991) s'est tourné en Creuse ; quant au *Robin des bois* de Ridley Scott, c'est en Haute-Vienne que s'était installé le tournage. Plus récemment, la série *Un village français* prend Limoges comme décor. Pour continuer d'inspirer celles et ceux qui font le cinéma de demain, et notamment une nouvelle génération de créateurs et de créatrices d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles, Prologue met à disposition ces images, telles des suggestions de moodboards, pour impulser encore plus de dynamiques artistiques sur le territoire néo-aquitain.

prologue-alca.fr

Le site Internet du Pôle régional d'éducation aux images de Nouvelle-Aquitaine fait peau neuve !

ALCA • FRMJCNA • LES YEUX VERTS
Imagi'NA
 Pôle régional
 d'éducation aux images
 en Nouvelle-Aquitaine

Piloté par les trois structures qui composent le Pôle régional d'éducation aux images de Nouvelle-Aquitaine – ALCA, la Fédération régionale des MJC et Les Yeux Verts – Imagi'NA revient avec une nouvelle identité visuelle et des contenus enrichis.

Créé en 2021, ce site a pour ambition de centraliser en un même lieu toutes les informations concernant l'éducation aux images de Nouvelle-Aquitaine, en valorisant la diversité des projets et les initiatives du territoire.

Imagi'NA propose une interface moderne et intuitive avec des cartographies et des infographies interactives aux données actualisées. On y trouve également un accès direct à la chaîne YouTube d'Imagi'NA pour visionner des films d'ateliers et des captations des événements organisés par le pôle. En plus de ses ressources sur les dispositifs et l'écosystème régional, Imagi'NA partage toute l'actualité du cinéma et de l'éducation aux images avec un agenda régulièrement mis à jour. Vous y trouverez les dates des prochains festivals, des rencontres professionnelles, ou encore des formations pour les amateurs et les professionnels du secteur.

imagina-alca.fr

Les cadres du contrat d'édition

Par Olivier Ramoul, cabinet ORA

L'auteur peut parfois avoir le sentiment d'un déséquilibre dans la relation avec un éditeur et qu'un cadre légal lui est imposé sans aucune possibilité de négocier. Qu'en est-il donc précisément de la protection de l'auteur et de sa posture à l'égard de l'éditeur ?

Cette protection doit s'envisager non seulement à l'égard de la loi, mais également du contrat.

LE CADRE LÉGAL

En 1886 a été signée la Convention de Berne, convention internationale qui portait sur la protection accordée à l'œuvre et aux auteurs. Celle-ci dispose d'un minimum de protection qui doit être accordée à l'auteur.

En France, la volonté du législateur s'est portée sur la protection de l'auteur, à l'inverse du copyright anglo-saxon, qui protège l'œuvre dans sa dimension économique. Cette approche juridique nationale octroie à l'auteur une protection plus importante.

C'est ainsi que, dès sa création, l'œuvre appartient à l'auteur, et ce sans aucune formalités. Toutefois, ces dernières seront nécessaires pour administrer la preuve de la paternité de l'œuvre en cas de conflit.

L'auteur dispose par ailleurs d'un monopole : il est le seul à pouvoir autoriser l'exploitation de son œuvre sous réserve de quelques exceptions pour permettre de répondre aux principes de l'accès pour tous à la culture (article 122 5 du Code de la propriété intellectuelle¹). Il bénéficie d'un droit moral (droit de divulgation, droit de paternité, droit au respect et droit de retrait quand bien même l'œuvre serait exploitée), qui est inaliénable et imprescriptible. En outre, il dispose de droits patrimoniaux consistant à autoriser la reproduction et la diffusion de son œuvre pendant toute sa vie et 70 ans après son décès.

Toute exploitation sans son accord est un délit pénal : le diffuseur non respectueux encourt le risque d'une amende et d'une peine d'emprisonnement, outre des dommages et intérêts en réparation du préjudice subi par l'auteur.

Quant à l'éditeur, le Code de la propriété intellectuelle lui impose une obligation d'exploitation qui, à défaut, est sanctionnée par la résiliation du contrat.

LE CADRE CONTRACTUEL

Le contrat d'édition, quant à lui, permet à l'éditeur de disposer de cette autorisation d'exploitation par l'auteur. Il doit avant tout prévoir l'autorisation par l'auteur d'exploiter cette œuvre : il s'agit de

la clause de cession de droits d'auteur (droits de reproduction et droits de diffusion). Toute exploitation non prévue au contrat n'est donc pas autorisée.

En outre, le contrat devra décrire toutes les modalités qui s'imposent à l'éditeur quant à son obligation d'exploitation. Il est donc très important pour l'auteur d'être vigilant sur les termes de ce contrat, qui déterminent l'étendue de l'engagement de l'éditeur.

Le cadre juridique qui entoure l'œuvre est particulièrement protecteur pour l'auteur et fait écho aux propos de Kant, qui disait que « l'œuvre est l'émanation de l'âme ». Quant au contrat, qui tient lieu de loi entre les parties, il sera la traduction juridique de la volonté des parties, et en l'occurrence, de celle de l'auteur.

Rappelons que le contrat n'est que la conséquence de l'échange de consentements et donc du consentement de l'auteur. Celui-ci peut refuser toute clause qui ne lui convient pas. Sans son accord, il ne peut y avoir de diffusion.

En outre, si la loi impose des obligations, celles-ci ne sont pas forcément d'ordre public, puisqu'elles sont majoritairement supplétives. En d'autres termes, ces dernières s'appliquent si seulement les parties n'ont pas prévu contractuellement d'organiser leurs relations autrement, d'où le principe de liberté contractuelle qui gouverne les obligations contractuelles.

Dans ces conditions, le rapport de force qui peut exister entre l'éditeur et l'auteur est largement contrebalancé par le pouvoir que le législateur a accordé à l'auteur et par le principe de la liberté contractuelle. L'auteur a parfois le sentiment qu'il ne peut pas faire de contrepropositions au projet de contrat qui lui est proposé. Il peut penser, par exemple, qu'il n'est pas légitime de réclamer un à-valoir ou de refuser de céder les droits d'adaptation audiovisuelle. C'est pourquoi, il est essentiel, avant la signature d'un contrat, de bien comprendre les contours juridiques et l'étendue de ses engagements pour ainsi aborder avec sérénité la relation contractuelle entre l'auteur et l'éditeur.

1. www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000048603495

Le service juridique d'ALCA est destiné à tous les professionnels du livre, du cinéma et de l'audiovisuel en Nouvelle-Aquitaine. Il met à leur disposition des ressources pour rendre accessibles et compréhensibles les notions juridiques utilisées dans les contrats au moyen de fiches qui ont été rédigées par le cabinet ORA. Des modèles de contrat sont également mis à disposition, mais en rappelant cette vigilance : les modèles sont à adapter en fonction du projet et de la manière dont chacun des co-contractants (auteur et éditeur) souhaite contractualiser. Ces ressources sont complétées par la mise en place de formations collectives gratuites sur des sujets précis ou pour un public spécifique, qui sont assurées par le cabinet ORA. Celui-ci propose également, dans le cadre de ce service, des permanences sous forme de consultation qui permettent de comprendre la situation juridique dans laquelle il peut exister un différend et d'envisager les moyens d'en sortir.

alca-nouvelle-aquitaine.fr/fr/actions/service-juridique

Forum de coproduction à San Sebastián : une fenêtre sur l'Amérique latine

Par Charles-Édouard Weisselin*

Le 28 septembre 2024 s'est clôturée la 53^e édition du Festival international du film de San Sebastián, qui a couronné le dernier film d'Albert Serra, *Tardes de soledad*. En parallèle de la compétition, se sont tenus comme chaque année une myriade d'événements professionnels qui font la richesse de ce festival.

Depuis 2012, c'est notamment le moment où se tient le Forum de coproduction Europe-Amérique latine. Ce rendez-vous d'exception s'est forgé une place de choix parmi les rencontres que proposent les festivals de catégorie A au fil de l'année. En douze ans d'existence, ce sont concrètement plus de 200 films sélectionnés, dont une centaine sont terminés, certains ont été sélectionnés et récompensés dans des festivals tels que Cannes, Locarno, Berlin, Venise, Rotterdam, etc. « Cette année, la barrière des 2 400 personnes accréditées a été dépassée, dont 60 % sont des producteurs ou des productrices ou exercent des fonctions liées à la production. À chaque édition, nous recevons environ 200 dossiers et nous devons en sélectionner 15. Les 14 projets présentés en 2024 ont généré plus de 500 rendez-vous en deux jours et demi », rapporte Saioa Riba, chargée des journées professionnelles pour le festival. Un sentiment de foisonnement que ne sauraient contredire les professionnels néo-aquitains : « C'est une prise en charge totale et hors du commun. Nous avons un planning de trois jours qui nous est donné clef en main et nous rencontrons absolument tous les acteurs majeurs du secteur latino-américain, rapporte David Hurst de Dublin Films. Le Forum de coproduction Europe-Amérique latine, tout comme le WIP¹, réunit absolument tous les vendeurs, producteurs, distributeurs qui comptent en matière de film d'auteur », un positionnement autorial que le festival assume pleinement. « J'y vais en général avec des producteurs ou des réalisateurs latinos pour rencontrer d'autres partenaires européens, trouver par exemple un troisième pays prêt à s'engager sur le projet ou bien pour en parler à des vendeurs ou à des distributeurs », poursuit David Hurst.

En plus de ces présences décisives qui font vivre le cinéma indépendant sur nos deux continents, le forum a aussi l'énorme avantage de proposer divers prix qui récompensent plusieurs œuvres et qui « contribuent grandement à positionner les films sur le marché international du film d'auteur et à les rendre visibles », comme le souligne le producteur.



Forum de coproduction San Sebastián 2024 – © ALCA

Pour Nabil Bellahsene, de la société Les Valseurs, l'expérience de San Sebastián a été faite d'heureux hasards : « J'y ai par exemple rencontré une autrice américaine avec laquelle nous travaillons aujourd'hui au développement de son documentaire. Une autre année, j'y suis allé pour accompagner João Paulo Miranda, qui participait à la résidence Ikusmira Berriak², et je suis tombé sur une équipe brésilienne qui cherchait un coproducteur français. Le projet a depuis été soutenu par la Région Nouvelle-Aquitaine³. C'est une fenêtre incroyable, incomparable, sur l'Amérique latine au sein de laquelle les voix émergentes sont particulièrement présentes. »

L'accompagnement qu'ALCA offre aux professionnels renforce cette opportunité : « On peut s'inscrire au forum via l'agence et en plus des rendez-vous qu'on prend de notre côté, il y a les rencontres qu'ALCA nous apporte. On peut y tisser ou y renforcer des liens avec, par exemple, d'autres fonds européens avec lesquels la Nouvelle-Aquitaine entretient des rapports particuliers. Ainsi, nous avons pu rencontrer une année le fonds de Frioul-Vénétie-Julienne. Le réseau sur place est incroyable », souligne Nabil Bellahsene.

De son côté, Clémentine Mourão-Ferreira de la société So-Cle Production, est formelle : « En 2021, si la Région ne m'avait pas permis d'y aller, je ne m'y serais peut-être pas rendue. Je venais de lancer ma société et j'ai suivi la même année la formation EAVE Puentes destinée aux producteurs et aux productrices qui souhaitent travailler avec l'Amérique latine. Pouvoir me rendre la même année à

San Sebastián m'a permis de prendre conscience de l'effervescence qu'il y a sur place et d'ouvrir de nouvelles perspectives. » S'il ne fait aucun doute que le Forum de coproduction Europe-Amérique latine est une opportunité unique de rencontrer les professionnels latinos, la réciproque est aussi vraie : « J'ai eu l'occasion, en 2023, d'y accompagner un réalisateur brésilien qui avait gagné un prix lui permettant de venir présenter son film au festival (pas dans le cadre de la compétition,

mais parce que le Brésil était le pays invité), poursuit Clémentine Mourão-Ferreira. J'ai pu constater que c'est un endroit crucial pour tous les pays d'Amérique latine. C'est pourquoi, beaucoup de soutiens se mobilisent pour leur permettre d'être présents. Et pour nous, les productrices et les producteurs néo-aquitains, qui sommes voisins, c'est évidemment une aubaine. »

Une opportunité qui est renforcée par la tenue, à quelques kilomètres et à quelques jours d'intervalle, du Festival Biarritz Amérique latine. Avec les synergies développées entre les deux événements, il y a fort à parier que les relations entre nos deux continents aient de beaux jours devant eux !

1. Work In Progress (WIP) est un autre événement professionnel prestigieux qui se tient à San Sebastián et qui rassemble des films en recherche de financement pour la post-production.

2. ikusmiraberriak.eu/en

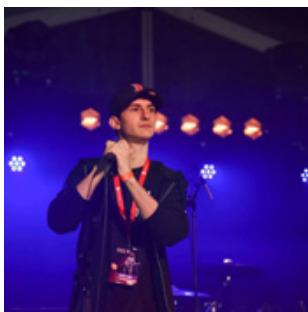
3. Il s'agit de *Copan*, un documentaire de Carine Wallauer, Les Valseurs, 2025 : lesvalseurs.com/film/copan/

*Retrouvez la biographie de Charles-Édouard Weisselin et ses articles sur prologue-alca.fr

Le Nouveau Festival, un tremplin pluridisciplinaire pour les lycéens et les apprentis

Par Aline Chambras*

Depuis 2017, le Nouveau Festival permet aux lycéens, lycéennes et apprentis de Nouvelle-Aquitaine de se confronter à la réalisation d'un projet artistique, culturel, scientifique ou citoyen, avec comme enjeu et horizon – et c'est là toute la singularité de cet événement – de devoir le présenter sur la scène du Rocher de Palmer à Cenon (33). Porté par la Région, le Nouveau Festival est donc autant un processus de temps long et un accompagnement à la création, dans plus de 15 disciplines¹, qu'un événement ponctuel et festif. Pour organiser ce singulier festival, la Région s'appuie sur l'expertise d'agences culturelles régionales comme ALCA, pour l'écrit et la vidéo, le Frac pour les arts visuels, l'Oara pour le spectacle vivant ou Cap Sciences pour les sciences. En 2024, plus de 2 500 jeunes issus d'une centaine d'établissements néo-aquitains (lycées généraux, professionnels, techniques et CFA) originaires des 12 départements de la Nouvelle-Aquitaine ont participé à la huitième édition de cet événement, dont le point d'orgue, en mai 2024, a vu plus de 210 projets se succéder sur les scènes du Rocher de Palmer. Depuis 2017, plus de 18 000 élèves issus de 190 établissements ont participé au Nouveau Festival, avec près de 1 850 projets différents.



Billy Baronnet au Nouveau Festival 2024 –
© Le Nouveau Festival, Région Nouvelle-Aquitaine

Après le dépôt des candidatures, puis la délibération des jurys de sélection, les noms des finalistes sont révélés en décembre. Les heureux élus ont alors moins de six mois pour mener à bien leur création avant le grand rendez-vous au Rocher, prévu en 2025 les 14 et 15 mai. « En 2024, nous avons reçu 27 projets vidéos et nous en avons retenu 23. Parmi les 4 que nous avons retoqués, certains ont seulement été replacés dans la bonne catégorie (médiias ou arts plastiques, notamment). Les autres ont été recalés car jugés infaisables », explique Sébastien Gouverneur, chargé de mission Éducation aux images à ALCA. À l'Oara, Malika Bechame, qui coordonne les projets Spectacle vivant et Défilé de mode, se souvient avoir retenu 95 projets (dont 4 défilés de mode) sur les 113 présentés en 2024. « Les projets pour lesquels il n'y a ni note d'intention ni présentation sont refusés. Ensuite, nous avons priorisé les primo candidatures, faute de créneaux de programmation », précise-t-elle. Coordinatrice, avec Amélie Bonneau, du volet Écriture et Slam du Nouveau Festival pour ALCA, Stéphanie Collignon indique, quant à elle, recevoir en moyenne une vingtaine de projets par édition et « en général, les sélectionner quasi tous, sauf ceux dont nous sentons que ce ne sont pas les élèves qui sont

moteurs, mais uniquement le professeur ». En effet, l'une des caractéristiques du Nouveau Festival est d'être un « événement fait par et pour les lycéens et apprentis », souligne Stéphanie Collignon. Une fois retenus, les projets bénéficient d'un soutien spécifique. Pour ceux de la catégorie Vidéo, les aides sont définies au cas par cas : « Nous évaluons les capacités techniques des candidats et, selon leur degré d'autonomie, nous leur proposons des soutiens allant de l'accompagnement à l'écriture à la possibilité d'être encadrés tout au long du projet par des professionnels de l'éducation aux images », note Sébastien Gouverneur. Dans les domaines Écriture et Slam, l'appui aux projets varie lui aussi en fonction des besoins et des attentes : « Nous avons eu une année une jeune fille dont l'ambition était d'écrire un manga ; nous lui avons fait rencontrer une autrice de la région. Une autre fois, dans le cadre d'un projet de poésie porté par une classe, nous avons financé l'impression du recueil », détaille Stéphanie Collignon. « Les projets Défilé de mode peuvent compter sur l'intervention de chorégraphes, et les projets Spectacle vivant sur 9 journées d'immersion en conditions professionnelles, en complément des heures d'accompagnement de projets réalisés par des artistes professionnels de janvier à mai », conclut Malika Bechame.

Pour l'édition 2025, Valérie Coussemacker, professeur documentaliste et référente Culture au lycée Victor-Duruy à Mont-de-Marsan (40), porte, pour la troisième année consécutive, les candidatures des élèves volontaires. « J'ai accompagné pour la première fois des élèves au Nouveau Festival en 2022-2023. Je montais à l'époque un projet de spectacle autour de la danse et Romain Bouet, le référent jeunesse à la Région, m'avait incitée à candidater au festival. Nous avons été sélectionnés et, au lieu de jouer dans le gymnase du lycée en juin, les élèves ont pu tester une vraie scène. En ayant la possibilité d'accéder à des conditions réelles de spectacle, les jeunes ont certes davantage de pression, mais surtout ils mettent plus de sens et d'ambition dans la réalisation de leur projet. Franchement, le jour de la représentation, j'ai été épatée ! », se souvient l'enseignante. « Pour les jeunes, ce festival est vraiment l'occasion de se tester, de s'épanouir et/ou de se révéler », poursuit Stéphanie Collignon. Pour certains, participer au Nouveau Festival est même une manière d'entériner leur vocation. C'est le cas du slameur Billy Baronnet, repéré par les Jeunesses musicales de France après deux passages au Nouveau Festival. Ou des membres de Dayfly, un groupe de rock indépendant qui, après trois participations au Nouveau Festival et leur bac en poche, continuent la scène. Dernière en date : MusiK à Pile, en juillet dernier !

1. La liste des disciplines : arts plastiques et visuels, audiovisuel et vidéo, danse, théâtre, arts du cirque, défilés de mode, écriture, slam, éducation-environnement-développement durable, matchs d'improvisation, média, musique, orchestre européen et néo-aquitain, photographie, sciences et numérique.

*Retrouvez la biographie d'Aline Chambras et ses articles sur prologue-alca.fr

DOSSIER

La culture en partage : coopérations et dynamiques collectives



PAROLE D'INVITÉ

L'ÂGE DU « FAIRE »

LES POLITIQUES CULTURELLES À L'ÉPREUVE DU TERRITOIRE

emmanuel vergès¹ / Propos recueillis par Nathalie Troquereau*

L'Observatoire des politiques culturelles (OPC)² naît en 1989 sous l'impulsion du ministère de la Culture et de l'université de Grenoble. La structure a pour vocation initiale d'accompagner le développement de la décentralisation de la culture et la montée en puissance des politiques culturelles des collectivités territoriales, une volonté qui a commencé à infuser dans les années 1980 et 1990. De nouveaux lieux culturels émergent alors en région, sous l'impulsion de politiques novatrices. Emmanuel Vergès est ingénieur, docteur en information-communication et spécialiste des cultures numériques. Il codirige l'OPC depuis 2021, au sein duquel il explore les logiques de coopérations culturelles et territoriales.

Pourriez-vous nous expliquer les missions et le rôle de l'Observatoire des politiques culturelles ?

L'enjeu est d'articuler des politiques culturelles à un projet de territoire et de trouver des points de repère dans des dynamiques internationales ou nationales pour créer des cultures communes. L'OPC travaille sur les sujets liés à l'organisation institutionnelle et territoriale des politiques culturelles, aux enjeux transversaux de l'action publique culturelle (écologie, numérique, droits culturels, etc.), aux modalités de participation à la vie culturelle et au fonctionnement des secteurs artistiques et culturels.

Pour partager ses compétences, l'OPC est venu développer des fonctions qui s'articulent en trois grands axes. Tout d'abord, la formation, avec la création du premier diplôme dédié aux politiques culturelles, délivré par Sciences Po. Ce volet est très important. Le deuxième axe de développement est celui de la publication, qui s'étend de la revue historique de l'OPC, *L'Observatoire*, à un média en ligne, qui a vu le jour il y a trois ans. Son rôle est de documenter les politiques culturelles territoriales. Enfin, nous poursuivons une mission d'accompagnement dans le « faire ». Les politiques culturelles ont connu trois grandes époques : la première, celle de l'État-Providence, la seconde, qui correspond à la métropolisation et à l'ultra-activité territoriale, et enfin, la période actuelle, celle de la coopération.

Chaque citoyen et citoyenne a des droits et des devoirs.

Les droits culturels en font-ils partie ? S'agit-il d'un concept ou de droits réels ?

Les droits culturels sont des principes et des valeurs, pas des droits opposables. Ils nous amènent directement à l'article 27 de la *Déclaration universelle des droits de l'Homme*³.

Cet article affirme la possibilité pour chacune et chacun de pouvoir prendre part à la vie culturelle, c'est-à-dire de participer, de contribuer et d'être rétribué. Le deuxième alinéa est souvent peu pris en compte, alors qu'il ouvre un droit à la reconnaissance du

statut d'auteur et avance la notion de protection des œuvres par le système du droit d'auteur. Ce sont ces valeurs que nous cherchons à traduire au sein des politiques culturelles, dans le monde et à l'échelle de notre pays. D'autres textes fondateurs existent sur lesquels nous nous appuyons, comme la convention de l'Unesco rédigée en 2005⁴. Nous allons chercher, à partir de cela, à trouver une concrétisation de ces valeurs et à traduire ces droits territorialement.



Faire culture : de pères à pairs, éditions PUG et UGA, 2021

La coopération territoriale est au cœur de vos réflexions. Qui doit-on mettre autour de la table pour qu'une coopération soit effective sur le plan culturel ?

Ce qui prime, c'est l'intention de coopération, la posture contributrice des personnes ou des structures. La coopération s'opère selon le principe de concernement. Elle ne se fait ni sur la base du volontariat, ni par assignation. La clé demeure l'inclusion. Pour que la coopération émerge, il faut donner à tous et à toutes celles

qui se sentent concernées par un projet de politique culturelle la possibilité d'y prendre part. Si, sur un territoire donné, éclot une dynamique autour de l'alimentation, alors les cantines, les agriculteurs et les parents peuvent se réunir autour du projet. On aura autour de la table des acteurs et des actrices en lien avec la thématique en question et les singularités du territoire donné. La coopération, c'est s'adapter aux conditions précises du territoire et générer du commun.

De quels outils dispose-t-on pour que ces coopérations collectives fonctionnent, à tous les étages ?

La coopération est une intention de développement d'une politique culturelle. L'étymologie nous le rappelle : le mot signifie *œuvrer ensemble*. Le concernement, c'est très concret. C'est demander : qui est concerné ? Comment travailler collectivement pour mettre en œuvre une intention commune ? Et savoir qui peut contribuer à quoi ? Il n'existe pas d'outillage à proprement parler.

Nous travaillons sur les capacités des structures à développer une mission et à s'articuler avec les autres partis. Il faut pour cela créer un espace pour que les acteurs et les actrices du projet puissent discuter. Les comités de pilotage ou les conseils d'administration constituent, entre autres, ces espaces-là.

Depuis votre point de vue à l'OPC, observez-vous des formes de verticalités dans la mise en place des politiques culturelles, qui viendraient des hautes instances pour diffuser et infuser des dynamiques urbaines ou intercommunales ?

La notion de cercle est cruciale dans la coopération. Une des conditions nécessaires au bon déroulement de cette dernière est que tout le monde travaille ensemble, et non une personne pour un groupe d'autres. Sans quoi, nous recréons des logiques de subordination qui impliquent que quelqu'un prend les décisions pour d'autres. Dans le dispositif du cercle, chaque personne autour de la table possède une voix, peu importe son statut. Il y a un enjeu de symétrie dans la coopération. L'écrivaine américaine Starhawk a travaillé cette notion de cercle, arguant que toute personne assise autour du cercle est à même distance de son centre. Nous sommes passés des pyramides à des écosystèmes : c'est un changement de paradigme organisationnel. Retenons que nous sommes tous concernés par la chose commune. Mais il est vrai que si les textes-socles comme celui de la convention de 2005 de l'Unesco n'existaient pas, nombre d'initiatives de coopérations culturelles locales ne prendraient pas forme. Pour autant, le système n'est pas descendant ou ascendant, les logiques se répondent et se complètent.

Les politiques culturelles répondent-elles à des logiques d'attractivité économiques ou sont-elles concomitantes à d'autres enjeux ?

Nous questionnons la pluralité des enjeux territoriaux. Il existe des territoires qui vont jouer la concurrence avec d'autres, pour attirer plus d'activité touristique, par exemple. Mais comment

peut-on considérer que les milieux culturels doivent se mettre en concurrence ? Est-ce que c'est culturellement intéressant de le faire ? Quelles sont les intentions culturelles sous-jacentes à une telle démarche ? Et surtout, qu'est-ce qui fait l'attractivité particulière d'un territoire ? On parle de reconnaissance de richesse d'un territoire. Il y a la nécessité d'articuler les différentes ressources, ce qui fonde la richesse d'un lieu et les besoins de ce territoire. Certains territoires ont besoin de l'État pour asseoir leur attractivité, d'autres de concurrence. Les deux approches peuvent coexister.



emmanuel vergès – © OPC

Quels sont les opérateurs culturels émergents et comment sont-ils accompagnés par les institutions culturelles ?

Avant, il existait des lieux labélisés, qui ont changé d'appellations au gré des différentes directions du ministère. Aujourd'hui, nous avons ce qu'on appelle des friches, des tiers-lieux, qui créent des lieux culturels en lien avec du bâti, de l'existant, au lieu du « créé pour ». On a des lieux tiers, qui s'insèrent différemment dans ces délaissés urbains ou ruraux et qui viennent prendre ainsi une place vacante. Les politiques culturelles ont dû inscrire ces nouveaux acteurs d'une autre manière, cela a été l'un des travaux autour des contrats de résonance menés par la Direction générale de la création artistique. C'est très positif.



1. L'absence de capitales aux nom et prénom est volontaire.

2. www.observatoire-culture.net

3. Article 27 :

1. Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

2. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

(www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/)

4. Source : unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000246264_fre.page=14

*Nathalie Troquereau est chargée de communication éditoriale à ALCA.

Retrouvez ses articles sur prologue-alca.fr

DES PODCASTS POUR EXPLORER LES POLITIQUES CULTURELLES

Par la rédaction

Le Laboratoire d'usages Culture(s) Arts Société (LUCAS) est un laboratoire impulsé par Culture-co (réseau national pour la culture dans les départements) et cofondé avec le Bureau des possibles et Villes innovations. Il « explore et met en œuvre une culture de la coopération au service des transitions culturelles et territoriales. À travers des processus de transmission et d'expérimentation, il favorise le croisement des regards entre des professionnels, des élus, des chercheurs et des habitants pour fabriquer des politiques culturelles partagées et renouveler les réflexions sur les transitions »¹.

Depuis 2023, le laboratoire développe une série de podcasts explorant des expériences qui tentent de réencastrer la culture et les arts dans la société. Il interroge le rôle des experts, le statut des œuvres, la fonction des lieux de culture, la place des publics et des artistes dans la société pour écrire un nouveau récit des politiques culturelles. emmanuel vergès était l'invité du 5^e épisode de la Saison 1, « Culture et développement rural ». Il y explique notamment qu'il existe des configurations culturelles et artistiques différentes selon les territoires, qui impliquent autant de manières de diffuser la culture. Dans ce cadre, la coopération est « une intention plus qu'une méthode qui se construit de manière ad hoc avec les contextes dans lesquels elle se développe »².

1. www.lucasrecherche.fr

2. Écoutez l'intégralité de l'épisode sur podcast.ausha.co/lucas

COOPÉRER ENTRE RÉGIONS, D'ICI ET D'AILLEURS

UN PRIX POUR ENCOURAGER LA COOPÉRATION AUDIOVISUELLE TRANSFRONTALIÈRE

Marie Héguy-Urain / Propos recueillis par Cédric Lépine*

Les espaces frontaliers offrent des dynamiques qui sont un véritable laboratoire de la construction européenne. C'est dans ce contexte que Marie Héguy-Urain, responsable de la gestion des projets de coopération transfrontalière pour l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre, présente l'initiative d'un prix promouvant les coproductions audiovisuelles.

Qu'est-ce que le GECT ?

Le GECT (Groupement européen de coopération territoriale) de l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre (NA-E-N) a pour objectif général le développement de la coopération transfrontalière à différentes échelles. Nous avons divers axes de travail, dont deux transversaux associés à la gouvernance, à la communication et à la gestion des obstacles transfrontaliers, et trois axes thématiques autour du développement durable, de l'économie et de la culture.

Comment est née l'idée du prix audiovisuel de l'Eurorégion NA-E-N et quelles sont ses caractéristiques ?

Assez naturellement. Nous avons constaté l'émergence de projets de plus en plus nombreux autour de coproductions sollicitant notre aide. Nous avons ainsi décidé de mobiliser un groupe de travail sur ces questions, où étaient invités ALCA, la Région Nouvelle-Aquitaine, le gouvernement basque, Zineuskadi [association dont l'objectif est le développement et la diffusion des productions audiovisuelles en langue basque] et le gouvernement de Navarre. Un guide de coproduction a été créé, recensant les principales aides des différents territoires, les avantages fiscaux, les festivals importants et les têtes de réseau¹.

La première édition du prix, en 2021, s'est déroulée au sein du festival Conecta fiction, où nous étions partie prenante. C'est en 2022 que nous avons décidé que ce prix pouvait devenir un dispositif propre. Il est attribué à des films qui ne sont pas encore entrés en production. Pour candidater, le projet doit faire partie de l'un des trois territoires, avec l'envie de travailler de manière transfrontalière sans que cela soit un prérequis. Parmi les différents projets reçus, nous en sélectionnons cinq ou six.

Les deux premières années (2021 et 2022) étaient consacrées à la fiction, les deux suivantes à l'animation et, en 2025, le prix sera attribué à un documentaire. Les projets peuvent être des courts ou des longs métrages, des films, des séries, des téléfilms, même si le plus souvent il s'agit de courts. Nous favorisons aussi l'usage des trois langues (français, basque, castillan) dans les pitches internationaux en mettant à disposition la traduction simultanée pour que le jury et les personnes dans la salle puissent comprendre. Si l'anglais est parfois utilisé, il reste minoritaire dans les échanges. En 2024, le prix a été décerné lors du Cartoon Movie de Bordeaux, après une séance de pitches. Les différents porteurs de projets, les professionnels et les personnes qui gravitent autour du festival sont invités à cette occasion à se rencontrer. Car au-delà du prix, l'enjeu



Festival international du film de San Sebastián 2021 – © Eurorégion NA-E-N

est de créer du réseau. Or, depuis l'ouverture de l'appel à projets en 2015, nos efforts ont porté leurs fruits, car l'interconnaissance des différents acteurs s'est davantage développée.

Quels sont les avantages de cette coopération transfrontalière ?

Chaque région a ses spécificités, souvent complémentaires, et l'ensemble de ces territoires offre une diversité très large de paysages. Il y a aussi des intérêts économiques à se tourner vers la coproduction, chaque région présentant des avantages fiscaux variés. Pour la première fois, les trois territoires ont décidé de prendre un stand commun au Sunny Side of the Doc de La Rochelle en mai 2024, pour affirmer une unité et multiplier les échanges entre les professionnels.

La Commission européenne dit toujours que les zones transfrontalières sont des laboratoires de l'Union européenne. Trente pour cent de la population européenne vivent en zones transfrontalières. Ainsi, les premiers témoignages d'échecs et de réussites de coopération y sont observables avant de se retrouver dans l'ensemble européen.



1. Guide téléchargeable en pdf sur alca-nouvelle-aquitaine.fr/sites/default/files/alca/fichiers/euroregion.francais.pdf

* Retrouvez la biographie de Cédric Lépine et ses articles sur prologue-alca.fr

ZUKUGAILUA : PROMOUVOIR ET DYNAMISER LE CINÉMA AU PAYS BASQUE

Par Alex Pou*

Dans le Pays basque depuis 2020, l'association Zukugailua¹ s'est donné pour but de favoriser le développement, la production et la diffusion du cinéma indépendant, et en particulier du cinéma en langue basque, grâce à différentes initiatives comme ses ateliers d'écriture Kirikoketa ou la résidence Hemendik, en partenariat avec le cinéma L'Atalante de Bayonne.

L'association Zukugailua a pour objet principal de soutenir et de dynamiser la création audiovisuelle au Pays basque. Structurée autour de plusieurs professionnels, l'association promeut un territoire cinématographique étonnant et complexe, prenant en compte une géographie contrastée, entre mer et montagne, et une complexité linguistique entre ses trois langues : le basque, le français et l'espagnol. Tous ces paramètres forment un terrain de jeu incroyablement riche et excitant, où langages et paysages créent le terreau cinématographique d'histoires universelles.

Dans ce contexte, l'association Zukugailua se plaît à faire émerger différentes formes de résidences comme divers espaces d'écriture et de rencontres.

Depuis 2021, outre plusieurs *workshops* de réalisation et de montage pour les enfants et les adolescents (avec la table mashup), l'atelier d'écriture Kirikoketa est organisé chaque année. Se déroulant dans le village de Irissarry, en Basse-Navarre, cet atelier a pour but d'amener chacun des six participants sélectionnés à mettre en évidence la singularité de son projet et à trouver sa propre voie parmi les différentes écritures cinématographiques, quel que soit le format, court ou long, fiction ou documentaire. Chacun est accompagné par Laurie Bost et Itziar Leemans, scénaristes, réalisatrices et professionnellement outillées pour aider à développer différents modes d'écriture nécessaires lors de l'élaboration d'un film : une note d'intention, un scénario, un traitement ou un dossier de demande de subvention. Cette résidence se déroule sur deux sessions, d'une semaine chacune, espacées d'un mois. En septembre, une première étape consiste à travailler collectivement et à définir personnellement un style approprié au sujet. Après un mois où les résidents écrivent chacun de leur côté, la deuxième partie, en octobre, consiste à finaliser le travail.

Sur un autre mode, depuis 2020, l'association s'associe chaque année en avril avec le cinéma L'Atalante de Bayonne lors du festival Rencontres sur les docks pour organiser la micro-résidence Hemendik, où six auteurs et autrices travaillent avec des tuteurs



Iker Gonzalez présente son projet *Gaua Gauekoarentzat* – © Cinéma L'Atalante



Les tuteurs Garbiñe Ortega et Felix Salgado et les participants à la résidence Hemendik#4 : Justine Fabre, Jan Amor Sandiumenge, Iker Gonzalez Urresti, Alice Lahourcade, Itziar Lamarka et Maite Redondo – © Cinéma L'Atalante

professionnels pendant trois jours à développer la présentation de leur projet de court ou de long métrage, documentaire ou fiction. Ce processus aboutit pendant le festival à une session de pitching devant une trentaine de producteurs et de professionnels du Pays basque. Les projets présentés doivent entretenir un lien fort avec le territoire de l'Eurorégion (Nouvelle-Aquitaine, Euskadi, Navarre), autant dans le sujet traité que pour le lieu de tournage. Mais comme le souligne Simon Blondeau, animateur et responsable de la résidence au cinéma L'Atalante, d'autres enjeux sont pris en compte, comme « la parité au niveau du genre, mais aussi la langue, tant celle de présentation du pitching que celle du film, qu'elle soit basque, espagnole ou française. Le côté transfrontalier et plurilinguistique d'Hemendik en fait une résidence riche et singulière », poursuit-il. À ce sujet, Maitane Eyheramonho, coordinatrice de l'association Zukugailua, insiste « sur les progrès réalisés au fur et à mesure des années, notamment sur les temps de rencontre entre professionnels, leur offrant un espace possible de mise en réseau où ils peuvent prendre rendez-vous, travailler plus précisément sur un projet, échanger des informations et inciter ainsi des coproductions. Ces moments de partage et de dialogue sont une part essentielle de cette résidence ».

Ce travail considérable permet à l'écosystème basque nord et sud de se développer et de s'enrichir.

Il reste néanmoins, comme le dit Simon Blondeau, « des axes de travail à développer, comme le suivi des projets après la résidence ». « Nous communiquons de plus en plus à ce sujet, réagit Maitane Eyheramonho. Le dynamisme, la jeunesse et le nombre grandissant de candidatures ne font aucun doute que les perspectives cinématographiques dans le Pays basque se multiplieront dans les années à venir ! »



1. zukugailua.eus

* Retrouvez la biographie d'Alex Pou et ses articles sur prologue-alca.fr

UNE COOPÉRATION AVEC L'INSTITUT FRANÇAIS DU SÉNÉGAL POUR ACCOMPAGNER LA CRÉATION FRANCOPHONE

Aimée Ardouin, Victor Faye et Dana Khouri / Propos recueillis par Nathalie André*

Depuis 2017, ALCA et l'Institut des Afriques proposent chaque année une résidence d'écriture en Nouvelle-Aquitaine, ouverte aux auteurs francophones africains et haïtiens, et visant à accompagner l'émergence de nouveaux talents littéraires de ces territoires. Portée désormais par une coopération internationale avec l'Institut français du Sénégal et adossée à la Villa Saint-Louis Ndar, la résidence internationale d'écriture francophone Afriques-Haïti se transforme pour l'édition 2025 en une résidence de trois mois avec un accueil sur les deux continents. Entretien avec Aimée Ardouin, responsable de la mission Résidences/Chalet Mauriac à ALCA, Victor Faye, coordinateur de la Villa Saint-Louis Ndar¹ au Sénégal, et Dana Khouri, coordinatrice de l'Institut des Afriques² (IdAf).

Dans le cadre de la politique culturelle et internationale de la Région Nouvelle-Aquitaine, Aimée Ardouin, vous accompagnez les résidences du Chalet Mauriac et, depuis 2022, les résidences de coopération internationale d'ALCA, dont celle dite « Afriques-Haïti ». Comment avez-vous souhaité faire évoluer ce dispositif pour 2025 ?

Aimée Ardouin : L'enjeu était d'assurer la continuité de ces résidences d'écriture tournées vers l'international (Québec, Land Hesse, Afriques-Haïti) en envisageant de nouvelles dynamiques. En sept ans, la résidence Afriques-Haïti a acquis une aura et une belle visibilité professionnelle ; à ce stade, il s'agissait de continuer à travailler son enracinement et son déploiement dans le paysage des aides à la création.

Depuis 2023, nous avons déjà élargi la résidence à huit semaines réparties dans trois lieux du réseau régional des résidences d'écriture de Nouvelle-Aquitaine, attachés aux questions francophones (la Maison des écritures de La Rochelle, la Maison des auteurs.rices des Francophonies – Des écritures à la scène de Limoges et la Villa Valmont – Maison des écritures et des paysages de Lormont). Pour préparer 2025, nous avons maillé avec un partenaire implanté sur le continent africain. La Villa Saint-Louis Ndar au Sénégal apporte

désormais un regard renouvelé sur les projets d'écriture que nous recevons à la suite de l'appel à candidatures, s'appuyant sur la réalité des filières livres des Afriques et d'Haïti. En coordonnant nos savoir-faire et nos capacités à accompagner des projets ensemble, d'un continent à l'autre, nous espérons que ce dispositif va en être consolidé et pérennisé.



Villa Saint-Louis Ndar – © Angela Sorbaiofi

L'IdAf a pour mission de favoriser le rayonnement des dynamiques africaines présentes en Nouvelle-Aquitaine ; il signe aussi des coopérations internationales pour valoriser les nouvelles formes narratives de ce continent et des Caraïbes. Aussi, qu'attendait l'IdAf de cette passerelle entre nos deux continents ?

Dana Khouri : Nous souhaitions favoriser une circulation des auteurs et des autrices dans les espaces intra africains. L'idée de s'asso-

cier avec l'Institut français du Sénégal et la Villa Saint-Louis Ndar qu'il gère est venue naturellement du fait des liens déjà existants avec l'IdAf. Cela nous a immédiatement semblé évident vu la qualité du lieu, de l'accompagnement offert, de la pluridisciplinarité des auteurs qui y sont accueillis et, aussi, de leur expérience de résidences en lien avec la France, notamment avec la Cité internationale des arts de Paris.

DiANA'T, la chaire Diasporas africaines en Nouvelle-Aquitaine & transculturalité de l'Université Bordeaux Montaigne

Par Nathalie André

Ouverte en mai 2024, portée par le laboratoire Les Afriques dans le monde (unité de recherche d'analyse du politique dans les Afriques et les espaces transocéaniques du CNRS) et financée par la Région Nouvelle-Aquitaine, la nouvelle chaire d'excellence DiANA'T est pilotée par deux chercheurs, Sylvère Mbondobari, professeur de littérature francophone, et Sylvain Racaud, maître de conférences en

géographie. Ses missions sont d'analyser les enjeux que la présence de diasporas africaines sur le territoire néo-aquitain implique dans l'expression de la diversité culturelle, sociale et politique.

Le carnet de recherche Hypothèses diffuse et valorise les productions de la chaire (comptes rendus d'événements scientifiques et culturels, recherches en cours ou finalisées, études et publications, etc.) et ses rencontres publiques (conférences, colloques, événements portés par des associations) sont postées sur une chaîne YouTube dédiée.

dianat.hypotheses.org/21

Ce partenariat donne ainsi une dimension africaine à cette résidence. À la mutualisation de nos moyens, est venu s'ajouter un nouveau processus de sélection des candidatures apporté par la Villa Saint-Louis Ndar. Celui-ci consiste, après un premier choix, à auditionner en visio les candidats retenus, en présence de tous les partenaires, afin d'élire la personne et le projet qui épousent au plus près les visions et les territoires des différents lieux de résidence où le projet va s'épanouir.

La Villa Saint-Louis Ndar, ouverte en 2019, est un lieu de résidence artistique pluridisciplinaire, l'un des premiers sur le continent africain. Intégrée au réseau des villas culturelles de l'Institut français, elle a déjà accueilli une centaine d'artistes et de chercheurs internationaux.

Victor Faye, qu'est-ce qui vous a semblé pertinent, avec l'Institut français, dans cette coopération ?

Victor Faye : L'Institut français a pour mission de promouvoir la langue et la culture françaises, en coconstruisant notamment des projets dont les partenariats favorisent les échanges interculturels. Aussi, accompagner la politique culturelle internationale de la Région Nouvelle-Aquitaine, aux côtés d'ALCA et de l'IdAf, tout en soutenant la mobilité des talents et en encourageant la rencontre avec la culture du Sénégal ne peut que contribuer à renforcer l'attractivité de nos deux pays, d'autant que Saint-Louis est inscrite au patrimoine mondial de l'Humanité par l'Unesco depuis 2000.

Ensuite, quand on a découvert l'IdAf, nous avons constaté que ses programmes rejoignaient les nôtres. Pour savoir comment nous pouvions collaborer, une visite à Bordeaux s'imposait. C'est à ce moment-là qu'Aimée Ardouin a souhaité travailler sur l'évolution de la résidence. Cette convergence a immédiatement donné du sens à toutes nos attentes. Au retour, j'ai présenté le projet de coopération à Isabelle Boiro-Gruet, la directrice déléguée de l'Institut français à Saint-Louis du Sénégal, qu'elle a adopté tant il rejoignait nos missions. D'une part, les dispositifs de résidence de la villa reposent sur la langue française, puisque c'est celle qui nous permet de communiquer ici avec la population, d'autre part, on ne pouvait qu'encourager ce partenariat puisqu'il est rare que des institutions en France accompagnent l'émergence d'auteurs haïtiens et africains.



Villa Saint-Louis Ndar – © Angela Sorbaïoli

Comment avez-vous souhaité vous insérer dans cette coopération ?

V. F. : L'Institut français a mis à disposition sa plateforme numérique d'appels à projets et nous avons proposé d'apporter notre expertise dans la sélection des dossiers parce que nous connaissons la situation de la chaîne du livre ici, ainsi que celle des auteurs. Nous avons donc proposé à un éditeur de mener une première expertise des candidatures car, par son métier, il sait évaluer les contenus littéraires des manuscrits qui émanent du continent ; il sait ce qu'il publierait et ce qui se lirait ici.

Ce qui est important pour nous sur ce dispositif, c'est la continuité : trois mois, c'est le temps nécessaire pour approfondir un projet et acquérir une compréhension des territoires. Le ou la lauréate va rencontrer des professionnels du livre, créer un réseau, se faire connaître et, au-delà des temps de médiation publics que l'on va organiser, tous les moments informels vont tout autant alimenter son projet en cours et lui être bénéfiques. Nous avons donc hâte de recevoir l'heureux ou l'heureuse lauréate.



1. villandar.ifs.sn/la-villa-saint-louis-ndar-senegal
2. institutdesafriques.org

* Retrouvez la biographie de Nathalie André et ses articles sur prologue-alca.fr

Nota : La résidence, qui est dotée d'une bourse, se déroulera du 1^{er} février au 30 avril 2025. Le ou la lauréate francophone de Haïti ou de l'un des pays africains sera accueillie en premier à la Villa Saint-Louis Ndar, durant quatre semaines (du 1^{er} au 28 février). Retrouvez toutes les informations sur cette résidence sur alca-nouvelle-aquitaine.fr

La résidence d'écriture panafricaine du Fidadoc en Nouvelle-Aquitaine¹

Par Nathalie André

Afin d'apporter un regard neuf sur les pays africains et ses diasporas, l'Institut des Afriques soutient leurs talents émergents. Ainsi, en 2023, il propose à ALCA et au Festival international de documentaire d'Agadir (Fidadoc) de s'associer pour accueillir l'un des lauréats de la résidence d'écriture panafricaine de cinéma – pilotée au Maroc par La Ruche documentaire – à Bordeaux, en novembre, pendant son propre festival des cinémas indépendants africains, *Afriques en vision*. Cette année-là, le Tunisien Iheb Abidi a été le premier lauréat à venir effectuer une résidence complémentaire de deux semaines à la Villa

Valmont, à Lormont, pour poursuivre l'écriture de son premier long métrage *Gorbej*. Pour créer des opportunités de coproduction avec la région, il était invité à le présenter devant le comité professionnel d'Afriques en vision.

Par ailleurs, lors de la cérémonie de clôture du Fidadoc 2023, le nouveau prix de la Nouvelle-Aquitaine-ALCA-Institut des Afriques a été attribué au projet *Akal* de la documentariste marocaine Basma Rkioui. Elle a ensuite été accueillie à la Villa Valmont, en novembre 2024. Autre belle extension de ce partenariat, le Fidadoc est désormais l'un des jurys partenaires d'Afriques en vision. La sélection des films sera ainsi programmée dans les deux festivals.

1. Voir également article p. 14-15 dans ce numéro.

Retrouvez toutes les informations sur institutdesafriques.org

DES LIENS POUR ENCOURAGER LA CRÉATION CHEZ LES JEUNES RÉALISATEURS ET RÉALISATRICES DU CONTINENT AFRICAIN

Hicham Falah et Karim Hapette / Propos recueillis par Pierre Laurent-Lemur*

Dans le cadre de la coopération entre les Régions Souss-Massa, au Maroc, et Nouvelle-Aquitaine, un partenariat existe depuis plusieurs années entre ALCA, l'Institut des Afriques et La Ruche documentaire du Festival international du film documentaire d'Agadir (Fidadoc)¹ qui permet à d'aspirants réalisateurs et réalisatrices africaines de venir présenter et développer leur projet de premier long métrage en France. Entretien croisé avec Hicham Falah, délégué général du Fidadoc, et Karim Hapette, jeune réalisateur et premier lauréat à être venu présenter un projet en 2023 dans le cadre des pitches Premiers films en région du Fipadoc², Festival international de programmes audiovisuels documentaires de Biarritz.

Comment s'est créée la coopération entre La Ruche documentaire du Fidadoc et ALCA, et quelle forme prend-elle ?

Hicham Falah : Le partenariat avec la Région Nouvelle-Aquitaine via ALCA date d'une dizaine d'années. Les premiers contacts ont été noués à l'occasion de la venue de réalisateurs et de producteurs néo-aquitains pour présenter leurs films au Fidadoc 2013. Avec cet accord de coopération décentralisé entre les deux régions, l'idée a rapidement germé de créer des ponts en invitant des professionnels néo-aquitains à intervenir dans le cadre de notre programme de formation et d'accompagnement artistique La Ruche documentaire. Ils viennent ainsi pour rencontrer les jeunes cinéastes africains qui participent à notre résidence d'écriture, découvrir leurs projets et créer des liens en vue d'éventuels développements. Il a fallu ensuite chercher des canaux institutionnels pour ancrer cette démarche, comme les journées FidAC, organisées en janvier 2014 dans le cadre du festival Fipa de Biarritz (devenu Fipadoc), qui ont permis à des auteurs et des producteurs de six films documentaires aquitains et marocains de présenter leur projet devant un comité de professionnels (producteurs et diffuseurs) invités par ALCA.

Après la crise du Covid, nous avons relancé notre collaboration avec ALCA à travers deux nouvelles initiatives : la première se déroule au Fipadoc dans le cadre des pitches Premiers films en région, auxquels Karim [Hapette], lauréat de notre programme en 2022, a pu participer la même année, et la seconde consiste en la participation à une résidence d'écriture en partenariat avec l'Institut des Afriques, à Bordeaux³.

Justement, Karim, quel était le projet que vous étiez venu présenter et comment s'est déroulée cette participation aux pitches Premiers films du Fipadoc ?

Karim Hapette : Je suis venu pitcher un projet de documentaire développé lors de la résidence d'écriture du Fidadoc, *Génération Koura*, centré sur le parcours de jeunes joueuses du club d'une petite ville au pied du Moyen Atlas, le Chabab Atlas Khénifra,



L'équipe et les résidents de La Ruche documentaire, à Agadir – © Fidadoc 2022

qui constitue un vivier historique du football marocain féminin. « Koura » veut dire « balle » en darija [arabe dialectal marocain]. J'ai pu confronter le contenu de mon dossier artistique à d'autres réalisateurs et me préparer au pitch avec les deux encadrantes de l'atelier. C'était à la fois différent et complémentaire du travail effectué pendant la résidence. J'ai appris à structurer la présentation orale de mon film à partir de conseils que j'ai pu appliquer par la suite pour pitcher d'autres projets. À Biarritz, j'ai remporté le prix doté par le diffuseur Kanaldude [chaîne régionale basque] et j'ai pu rencontrer de nombreux producteurs de la région. Malheureusement, j'ai dû mettre ce projet entre parenthèses, la protagoniste principale n'étant plus disponible.

Depuis 2023, la Villa Valmont⁴, à Lormont (33), accueille également un volet de la résidence croisée panafricaine d'écriture organisée dans le cadre de La Ruche documentaire...

H. F. : Il s'agit du prolongement du partenariat développé l'an dernier avec ALCA et l'Institut des Afriques dans le cadre de l'appel

à projets Africa2020 lancé par l'Institut français. À la suite des deux sessions de notre résidence d'écriture organisées au Maroc en décembre et en juin, avant le Fidadoc, un comité de professionnels néo-aquitains sélectionne un ou une de nos bénéficiaires pour participer à deux semaines de résidence complémentaires à Lormont fin novembre. Le ou la lauréate participe ensuite à Afriques en vision, en décembre, la manifestation régionale dédiée aux cinématographies africaines.

Comment s'est déroulée cette première édition lormontaise de la résidence d'écriture ?

H. F. : Alors que Premiers films en région, au Fipadoc, est un rendez-vous professionnel court et dense (deux jours), avec un programme très cadré, l'esprit de cette seconde initiative est de travailler sur un temps plus long et d'élaborer un programme « sur mesure », avec un contenu et des intervenants adaptés aux besoins spécifiques de l'auteur choisi : peaufiner l'écriture de son dossier, rencontrer des producteurs et des monteurs qui peuvent s'impliquer davantage dans le développement d'un film. Le premier lauréat, en 2023, était Iheb Abidi, un jeune cinéaste tunisien qui, depuis trois ans, filmait le quotidien de sa famille comme un journal intime. Il dispose de dizaines d'heures de rushes et d'une sélection de séquences montées. La résidence lui a permis de structurer son récit, notamment en collaborant avec une monteuse locale. Il a également pu affiner sa stratégie de production avec un producteur néo-aquitain qu'il avait rencontré précédemment à Agadir. Cette année, c'est la réalisatrice marocaine Basma Rkioui, lauréate de la séance de pitches du Fidadoc, qui participe à la résidence de la Villa Valmont.

En tant que parties prenantes directes de ce partenariat comme délégué général d'un festival d'une part et réalisateur intégrant le dispositif de La Ruche documentaire d'autre part, quelles satisfactions tirez-vous de cette coopération ?

H. F. : Il y a dix ans, la Nouvelle-Aquitaine possédait déjà un tissu de producteurs qui soutenaient des films documentaires africains, dont plusieurs ont été projetés au Fidadoc. Ses aides régionales au développement, à la production et à la post-production sont largement ouvertes aux projets internationaux. La Nouvelle-Aquitaine abrite également à Biarritz et à La Rochelle deux rendez-vous professionnels importants dédiés à la production documentaire⁵. Notre collaboration est donc logique, quasiment organique. Il s'agit d'une même famille de cinéma, cimentée par une envie commune de connecter des jeunes porteurs de projets avec un milieu professionnel où chaque composante (financiers, distributeurs) possède ses propres codes. Nous sommes heureux des liens de confiance que ces rencontres ont créés au fil des années. C'est parce qu'il connaissait le festival grâce à son collègue Fabrice Marache, producteur à L'Atelier documentaire à Bordeaux et accueilli deux fois à Agadir dans le cadre de ce partenariat, que

le réalisateur Raphaël Pillosio est venu cette année présenter son dernier film, *Les Mots qu'elles eurent un jour*, qui a remporté le grand prix du Fidadoc 2024.

K. H. : Pour les jeunes réalisateurs, outre l'expérience emmagasinée lors de la préparation des pitches, l'intérêt de ce partenariat est le réseau qu'il permet de créer. Grâce à lui, je connais davantage de producteurs néo-aquitains qu'en Île-de-France, où j'habite aujourd'hui. Je suis toujours en contact avec la chaîne Kanaldude

et d'autres producteurs pour le développement d'un nouveau projet, le portrait d'une femme qui fut ma nourrice, devenue femme de ménage et maintenant cuisinière. Comme mon premier film, *L'Bnat*, faisait moins de 60 minutes et que *Génération Koura* ne s'est pas encore concrétisé, je reste éligible aux dispositifs destinés aux premiers longs métrages. Les rencontres faites à Agadir et en Nouvelle-Aquitaine m'offrent aujourd'hui des pistes pour bénéficier d'un accompagnement et concrétiser la production de ce nouveau projet. Au-delà des relations nouées avec des producteurs potentiels, c'est aussi l'occasion de rencontrer d'autres jeunes auteurs qui ont les mêmes aspirations, la même envie de faire les choses, même si, en raison de l'éloignement géographique, je n'ai pas pu garder contact avec tout le monde.



Résidence de Karim Hapette à Agadir – © Fidadoc 2022



Karim Hapette aux Pitches premiers films du Fipadoc 2023 – © Fipadoc

Quelles sont, selon vous, les prochaines étapes pour faire grandir ce partenariat ?

H. F. : Une piste d'évolution serait de créer de nouveaux dispositifs, au-delà de ceux existants qui sont destinés aux auteurs, plutôt ciblés sur des producteurs marocains juniors. Ces derniers pourraient effectuer des stages de plusieurs mois dans des sociétés de production néo-aquitaines afin de s'aguerrir sur la constitution de dossiers et le suivi des demandes de

financement. Ce serait l'opportunité pour eux de renforcer leurs connaissances dans un domaine où la Nouvelle-Aquitaine et les opérateurs qui y sont basés sont en pointe. Il s'agirait d'une forme de parrainage professionnel leur permettant de développer une expertise dont ils pourraient ensuite faire bénéficier leur propre réseau au Maroc.

K. H. : Je pense que la principale difficulté, c'est, une fois les rencontres professionnelles et les sessions de pitches terminées, de prolonger le temps d'accompagnement. J'aimerais que l'on puisse maintenir le contact le reste de l'année, à travers des rendez-vous réguliers et des échéances précises, qui permettraient aux jeunes auteurs de disposer de davantage de chances de concrétiser leurs projets.



1. www.fidadoc.org
2. fipadoc.com/fr/programme/pitch-2
3. Voir également encadré p. 13 dans ce numéro.
4. www.villavalmont.com
5. Le Fipadoc et Le Sunny Side of the Doc.

* Retrouvez la biographie et les articles de Pierre Laurent-Lemur sur prologue-alca.fr

CINÉMA : DE LA COOPÉRATION INTERRÉGIONALE À LA COPRODUCTION INTERNATIONALE

Par Olivier Daunizeau*

Sur le papier, l'axe Bordeaux-Francfort en impose. Mais c'est loin des capitales régionales que se développent les projets d'une nouvelle génération de cinéastes, porteuse des histoires du monde de demain. Certains de ces films passent par le Full Circle Lab¹, un programme qui soutient et accompagne l'écriture, le développement et la post-production de films étroitement liés à la Nouvelle-Aquitaine en France et à la Région Hessen en Allemagne. En décembre, le Poitiers Film Festival accueillera les dix équipes créatives accompagnées en 2024 dans le cadre de cet atelier international.

Le Full Circle Lab est porté en Nouvelle-Aquitaine depuis quatre ans par Matthieu Darras, ancien délégué du Festival international du film de San Sebastián et ex-directeur artistique du Torino Film Lab à Turin, et par Myriam Sassine, productrice libanaise. Lui est un infatigable créateur de dispositifs de développement de films ; elle a toujours dû être inventive pour financer des productions depuis un pays sans structure publique d'aide au cinéma.

« En dirigeant le Torino Film Lab, dont la vocation est décentralisatrice, je me suis aperçu qu'il y avait des producteurs de Nouvelle-Aquitaine qui venaient avec des films très intéressants, rapporte Matthieu Darras. Puis j'ai constaté que la Région avait une politique de soutien au cinéma d'initiative régionale, mais pas régionaliste, ouverte sur l'international. Quittant Turin, j'ai proposé à la Nouvelle-Aquitaine de créer un nouveau lab en synergie avec les résidences et les festivals déjà actifs sur le territoire. » Trois ans plus tard, en 2024, le Land Hesse a rejoint le Full Circle Lab. C'est une région dont le nombre d'habitants, la politique et le budget du soutien au cinéma sont proches de ceux de la Nouvelle-Aquitaine, ce qui a permis d'élargir la base du Lab, sans dénaturer son fonctionnement. « Le principe du petit nombre de projets permet de veiller au processus créatif : ce sont les mentors qui s'adaptent aux projets, et pas l'inverse, poursuit Matthieu Darras. Le dispositif donne de bons résultats et, de mon côté, je suis toujours émerveillé de voir comment les films parviennent à naître. »

En 2022, après être passé par l'atelier Jump In de Poitiers, le projet hongrois *L'Origine du monde*² participe au Development Lab, le premier module du Full Circle Lab. La productrice hongroise Petra Iványi, la productrice allemande Margarita Amineva-Jester et la réalisatrice Borbála Nagy se retrouvent alors à la Maison Forte de Monbalen³ pour une semaine intensive d'ateliers.

« Borbála et moi, nous sortons de la même école de cinéma, à Berlin, explique Margarita Amineva-Jester. J'ai produit son deuxième court métrage, qui a eu l'équivalent d'un César chez nous, mais *L'Origine du monde*, c'est une aventure nouvelle pour elle et moi. Le Lab nous a fait grandir vite et gagner beaucoup de



L'Origine du monde – © Sébastien Jounel, Sister Productions

temps. » L'équipe y rencontre alors la productrice Julie Paratian, venue avec le projet de fiction *Les Murs et le ciel*⁴, et l'idée d'une coproduction prend forme.

« Une des très bonnes idées du Development Lab est de convoquer le regard du marketing très en amont, ce qui permet de s'approprier son film autrement », précise Margarita Amineva-Jester. « Mais bien sûr, c'est un regard non conformiste, qui dynamise le projet, poursuit Julie Paratian. Le choix des mentors est essentiel et l'apport d'Alexis Hoffman, expert en vente et distribution, a été très précieux. » Ce qui reste fondamental, pour la productrice, c'est la vitalité de son réseau, qui s'étouffe dans ce parcours : « Le réseau est absolument nécessaire pour que la communauté professionnelle du cinéma d'auteur international, qui est fragile, soit vivante. Se fréquenter pendant plusieurs jours, en partageant des questions vitales pour nos films et en sentant qu'on est tous dans le même bateau, permet de savoir avec qui on peut travailler et comment. »

Le réseau international est une chose, mais il en est une autre, tout aussi essentielle : l'entourage professionnel sur les territoires de production des films. Pour les scènes tournées en Nouvelle-Aquitaine, il a fallu recruter à un niveau de salaire bas, à cause

du faible budget du film et parce que les salaires en Hongrie sont beaucoup plus bas qu'en France. « J'ai pu travailler avec de très bons techniciens néo-aquitains, qui me connaissent et m'ont fait confiance, parce que je m'implique en région depuis vingt ans », confie Julie Paratian.

Par la suite, le film a bénéficié du First Cut Lab, le deuxième module du Full Circle Lab. « C'est la première fois qu'un film que je produis bénéficie d'une consultation internationale au montage, raconte la productrice. Ce regard, qui s'était posé sur le projet dès le développement, est finalement nécessaire à cet endroit aussi, pour continuer d'approfondir le film et travailler sa précision. Là encore, la personnalité des mentors est cruciale. L'intervention du monteur Matthieu Taponier, qui est également scénariste, a été riche, d'une grande finesse et nous a donné de nouvelles directions de travail. »



L'Origine du monde – © Sébastien Jounel, Sister Productions

Sans l'aide de la Région et sans le cadre stimulant et protégé du Full Circle Lab, cette aventure n'aurait pas été possible. La collectivité territoriale, quant à elle, répond pleinement à ses missions en soutenant le film, qui, bientôt terminé, sera proposé aux festivals – notamment Sundance, Berlin et Cannes – au premier semestre 2025.

« Le Development Lab et le First Cut Lab me permettent de suivre des projets aux deux étapes que je préfère, résume Myriam Sassine. Avec Matthieu, nous mettons nos expériences et nos expertises en commun et, comme je suis entraînée à l'invention de pistes de coproduction dans les cas les plus difficiles, je crois que j'apporte une consolidation nécessaire aux projets qui passent par le Full Circle Lab. » Elle insiste sur le rôle essentiel du regard international : « Quand je produis un film libanais, il y a des références que je comprends immédiatement, mais qui ne sont pas accessibles pour des étrangers. Et souvent, je ne m'en rends compte qu'en confrontant le projet à un coproducteur. »

L'axe fort du Full Circle Lab semble résider dans la recherche de cet équilibre délicat, qui permet de rendre un univers accessible sans trahir son mystère.



1. fullcirclelab.org/full-circle-lab-nouvelle-aquitaine-hessen-2024
2. Le film fait le portrait de trois femmes hongroises iconoclastes, qui ont 24 heures pour prendre l'une des décisions les plus difficiles de leur vie : une adoption, une insémination, un avortement.
3. Voir encadré et la-maison-forte.com
4. sisterprod.com/film/les-murs-et-le-ciel

* Retrouvez la biographie d'Olivier Daunizeau et ses articles sur prologue-alca.fr

UNE MAISON FORTE POUR ABRITER DES MOMENTS FRAGILES

Par Olivier Daunizeau

Dans le Lot-et-Garonne, à 15 km au nord-est d'Agen, un ensemble de défense bâti au Moyen Âge accueille des artistes en résidence et l'École de la transition écologique (Etre)¹. C'est aussi là que se déroule la première session du Full Circle Lab.

Pensée depuis plus de dix ans, l'activité de la Maison Forte, à Monbalen, a concrètement démarré en 2017. « Nous sommes partis du constat qu'on ne pouvait pas travailler sur les transitions profondes que notre société doit opérer en abordant frontalement la question de l'effondrement, pose Bruno Caillet, cofondateur et coopérateur du tiers-lieu. Or, la connaissance, telle qu'elle est actuellement diffusée, ne fonctionne pas, elle est en manque de récits et d'imaginaires. Nous avons donc tous intérêt à ce que des artistes s'approprient ces questions pour que les changements économiques, écologiques, climatiques, relationnels, culturels, etc., aient une forme. »

Alors quoi de mieux pour venir penser, élaborer, discuter un avenir souhaitable, qu'un bâti du XIII^e siècle conçu pour défendre la source et la vallée du Masse d'Agen ? Un lieu à l'origine templière, mais qui a abrité des protestants pendant les guerres de Religion « et tout un tas de sombres emmerdeurs qu'on a toujours tenté de déloger », raconte Bruno Caillet.

À la Maison Forte, les artistes viennent en résidence pour tester leurs problématiques liées aux questions des transitions. Beaucoup d'entre eux ont besoin d'être en relation avec les acteurs et les habitants du territoire. La structure favorise ces contacts, tout en préservant le temps de la recherche. « Nous offrons un espace de reconnaissance et une période d'errance, où l'échec doit être permis, insiste Bruno Caillet. La rencontre avec les habitants est donc très importante, mais il ne s'agit pas de promettre des résultats concrets et immédiats. » C'est ainsi naturellement que les cinéastes, accompagnés de leurs producteurs ou de leurs productrices, ont trouvé ici un lieu pour respirer ensemble et questionner profondément leurs projets de films, qui portent tous l'espérance d'une émancipation individuelle et collective.

1. www.ecole-transition.eu

RÉSIDENCE PARTAGÉE : LA MAISON JULIEN GRACQ ET LE CHALET MAURIAC INAUGURENT UNE COOPÉRATION INTERRÉGIONALE

Par Lucie Braud*

La résidence partagée entre la Maison Julien Gracq de Mauges-sur-Loire (49) et le Chalet Mauriac de Saint-Symphorien (33) a accueilli en septembre-octobre 2024 l'auteur ligérien Axel Sourisseau. Elle est le fruit d'une première coopération entre les Régions Pays de la Loire et Nouvelle-Aquitaine, et explore de nouveaux partenariats nationaux et territoriaux.

Des maisons d'écrivains devenues lieux de création

La Maison Julien Gracq et le Chalet Mauriac sont des demeures familiales où Julien Gracq et François Mauriac vécurent une partie de leur vie¹. Les deux lieux ont une identité environnementale forte : les berges de la Loire pour l'un, la forêt des Landes girondines pour l'autre.

En 2004, Julien Gracq lègue son domaine à la commune de Mauges-sur-Loire afin qu'il devienne un lieu de travail et de repos pour les artistes. Le projet se réalise grâce au soutien de la Région Pays de la Loire. En 2012, l'association chargée de gérer le domaine est créée. Le Conseil régional d'Aquitaine fait l'acquisition du Chalet Mauriac en 2001 pour en faire une résidence d'écriture, avec la volonté de soutenir et d'accompagner la création littéraire et audiovisuelle du territoire.

En 2013, la Maison Julien Gracq et le Chalet Mauriac accueillent leurs premiers résidents. Les aménagements ont été pensés pour donner un cadre de travail idéal. La Maison Julien Gracq dispose d'une bibliothèque et de trois appartements équipés d'une cuisine, d'une chambre avec un bureau donnant sur le fleuve. Au Chalet Mauriac, les auteurs disposent d'une chambre avec bureau et vue sur la forêt, de salles de travail, d'un salon télé, d'une cuisine commune et d'une bibliothèque. Ils peuvent se documenter à la médiathèque de Saint-Symphorien et au centre de documentation du domaine de Malagar. Dans les deux lieux, chacun est libre de son rythme et de ses horaires.

Le Chalet Mauriac est exclusivement tourné vers le soutien à la création littéraire et cinématographique. La Maison Julien Gracq a développé des volets médiation et tourisme – actions que porte le Centre François Mauriac de Malagar en Nouvelle-Aquitaine – en plus de l'axe principal que sont les résidences de création. Le lieu a une salle d'exposition, une salle de conférences pour des rencontres publiques et organise une cinquantaine d'événements par an, dans ou hors-les-murs, en s'associant à des festivals régionaux. « Nous organisons le festival Les Préférences et nous donnons carte blanche à un auteur ou une autrice que nous avons accueillie en résidence », explique Jérémy Fabre.

La mise en œuvre de la coopération

Lorsque Jérémy Fabre prend la direction de la Maison Julien Gracq en 2022, une idée de coopération entre les deux Régions est déjà dans l'air. Les deux structures font partie du Réseau national des résidences, réseau qui permet de croiser les pratiques et de



Résidence d'Axel Sourisseau à la Maison Julien Gracq, 2024 – Photo : Thierry Madiot

réfléchir à plusieurs. En 2023, lors d'une rencontre, Aimée Ardouin, responsable du Chalet Mauriac, et Jérémy Fabre s'accordent sur ce qui relie Julien Gracq et François Mauriac et peut donner du sens à une coopération : la place de la nature chez ces deux écrivains. « Julien Gracq était géographe, et la question du paysage et du lien aux éléments naturels est très forte dans l'œuvre de Mauriac. Travailler sur cet axe nous a semblé une évidence au regard du contexte environnemental actuel », explique Aimée Ardouin. « Nous avons envie de renouveler nos dispositifs en créant une résidence partagée et de faire intervenir de nouveaux partenaires

comme le Centre national du livre ; cela permet de bouger les lignes de nos modalités habituelles et de créer une autre dynamique », ajoute-t-elle.

En alliant leurs compétences, la Maison Julien Gracq et le Chalet Mauriac veulent s'ouvrir à des partenariats territoriaux. L'interrégionalité prend alors tout son sens : un équilibre se fait et un lien se tisse naturellement. Chaque structure reste libre de sa programmation, mais elles portent ensemble le projet et travaillent une médiation qu'elles ont la capacité de proposer à l'auteur sur chaque territoire. « Cela nous a permis de faire des liens entre les Maisons de la poésie de Nantes, de Bordeaux, d'Hagetmau et les éditions de La Crypte, de construire un programme porté par ces structures auprès d'un large public, de fédérer de nouveaux professionnels autour de ce projet », raconte Aimée Ardouin.



Maison Julien Gracq – © Maison Julien Gracq et Dominique Drouet

le devoir de mémoire. Il met en scène des communautés villageoises réfugiées dans les ruines d'une ville, dans ses bâtiments et ses souterrains. Une archéologue arpente la cité et tente de ranimer la mémoire du passé en partie perdue. L'auteur passe un mois dans chaque lieu, « une alternance qui permet d'appréhender différemment le temps mis à disposition et un rapport à l'environnement qui évoluera en fonction de la géographie », explique Jérémy Fabre. Pour Axel Sourisseau, changer de cadre est un avantage : « Cette différence d'ambiance, le paysage ouvert et le paysagé fermé, offre des leviers poétiques. Je me mets dans la peau des territoires qui m'entourent, cela joue sur mon écriture. »

Cette expérience dessine les lignes fortes de cette coopération interrégionale qui a vocation à perdurer.

Axel Sourisseau, lauréat de cette première coopération

Axel Sourisseau est ligérien et a publié ses premiers recueils de poésie aux éditions de La Crypte, installées dans les Landes : il fait donc naturellement le lien entre les deux régions. Par ailleurs, le projet-poétique choral qu'il travaille lors de cette résidence partagée questionne le monde contemporain marqué par les catastrophes naturelles et les migrations de population. Il interroge la nécessité de l'adaptation à un environnement inhospitalier et



1. François Mauriac a passé ses vacances étant enfant au Chalet Mauriac, où sa vocation littéraire est née. Son refuge pour l'écriture a été le domaine de Malagar, en Gironde. Quant à Julien Gracq, il passa une grande partie de sa vie au domaine de Mauges-sur-Loire.

* Retrouvez la biographie de Lucie Braud et ses articles sur prologue-alca.fr

maisonjuliengracq.fr

alca-nouvelle-aquitaine.fr/fr/residences/chalet-mauriac

www.editionsdelacrypte.fr

La résidence d'écriture croisée Nouvelle-Aquitaine/Occitanie

Par la rédaction

ALCA Nouvelle-Aquitaine et Occitanie Livre & Lecture ont engagé de longue date une même démarche de développement des résidences d'écriture grâce à leurs dispositifs respectifs de soutien à la création. Les deux agences mènent une réflexion commune et multiplient les liens. De ces échanges est né un dispositif de résidence d'écriture croisée entre les deux régions, ouvert aux auteurs et aux autrices du Livre (écrivains, illustrateurs, bédéistes, traducteurs, etc.) habitant sur l'un de ces deux territoires. Le ou la lauréate néo-aquitaine sera accueillie durant un mois à l'abbaye médiévale de Lagrasse – Centre culturel Les Arts de lire, dans l'Aude, tandis que le ou la lauréate d'Occitanie sera reçue au Chalet Mauriac, en Gironde. Ce dispositif est rémunéré par une bourse de création.

Plusieurs jours de rencontres entre les deux auteures et avec les publics sont par ailleurs prévus pour leur permettre d'aborder cette résidence dans un esprit d'échange.

En 2024, pour le lancement de cette nouvelle résidence, ce sont deux autrices de bande dessinée qui sont lauréates. Anne Baraou, pour la Nouvelle-Aquitaine, travaillera sur l'écriture d'un projet de roman graphique, illustré par Vincent Vanoli, où les paysages, sauvages, auront une influence forte sur les personnages et leurs choix. L'immersion



L'abbaye de Lagrasse – © Idriss Bigou-Gilles

au sein d'une abbaye médiévale au cœur du Pays cathare devrait être source d'inspiration...

Noémie Weber, de son côté, arrivera de Haute-Garonne en terres girondines pour travailler sur un projet de bande dessinée évoquant la question de l'oubli et de la mémoire qui s'efface.

Avant de regagner chacune leur lieu de résidence, un temps de rencontre et d'échange sera organisé entre les deux autrices, à Bordeaux.

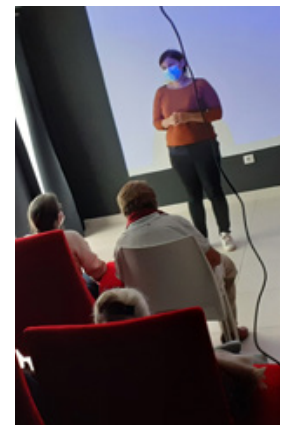
Retrouvez toutes les informations sur la résidence d'écriture croisée Nouvelle-Aquitaine/ Occitanie sur alca-nouvelle-aquitaine.fr/fr/residence-d-ecriture-croisee-occitanie-nouvelle-aquitaine

QUAND LA CULTURE INFUSE LES TERRITOIRES

LE MOIS DU DOC : UNE COOPÉRATION TERRITORIALE ACTIVE AUTOUR DE LA DIFFUSION DU DOCUMENTAIRE

Par **Émilie Escourido***

Le Mois du film documentaire¹, coordonné au national par Images en bibliothèques, invite, tout au long du mois de novembre, à diffuser des documentaires et à organiser des rencontres avec les équipes des films. Cette manifestation s'adresse à un large éventail de lieux de diffusion et repose sur une liberté de programmation, même si Images en bibliothèques recense des propositions pour guider les participants. En Nouvelle-Aquitaine, la coordination régionale met en place des actions spécifiques autour des films ayant bénéficié d'un soutien de la Région.



Projection du film *Le Petit Peuple du potager* avec la réalisatrice Guilaine Bergeret à l'Ehpad Villa des Pins, Andernos-les-Bains, novembre 2022 – Photos : Manon Delaube, © ALCA

Trois structures se partagent la coordination régionale du Mois du doc pour accompagner un réseau hétéroclite d'acteurs de la diffusion. CINA² est l'interlocuteur pour les salles de cinéma néo-aquitaines, tandis que les séances non commerciales, c'est-à-dire dans les autres lieux de diffusion (médiathèques et bibliothèques, structures culturelles, éducatives, sociales et associatives), sont accompagnées par ALCA et Les Yeux Verts³, ce dernier ayant conservé son périmètre d'action historique sur le territoire du Limousin. « Cette coordination à trois têtes se renforce depuis quelques années et nous proposons aujourd'hui une programmation et des actions communes », explique Cécile Giraud, responsable de diffusion à CINA. Chaque structure accompagne son réseau selon ses besoins et ses publics pour s'adapter aux spécificités des lieux de diffusion. « L'expertise de chacun nous permet d'être force de proposition sur des séances scolaires ou en milieu spécifique, par exemple », souligne Juliette Segrestin, assistante Éducation aux images/Diffusion à ALCA. « Nous sommes aussi vigilants sur les choix de programmation pour ne pas multiplier les mêmes films sur un territoire et favoriser la diversité », indique Valérie Mocydlarz, responsable des Yeux Verts.

Tous les ans, un appel à films est envoyé aux producteurs qui ont bénéficié d'un soutien de la Région. En 2024, trente-neuf films ont été soumis et douze ont été sélectionnés par la coordination

régionale pour leur qualité artistique avant tout, mais aussi pour leur ancrage territorial. Ces films sont alors proposés à l'ensemble des structures de diffusion du territoire qui font leur propre sélection et peuvent bénéficier de la venue du réalisateur ou du producteur.

La coordination régionale joue un rôle de facilitateur. Elle négocie tous les droits des films à un tarif unique pour les séances non commerciales (hors salles de cinéma, qui, elles, fonctionnent avec une billetterie classique). « Ce tarif unique est important, notamment pour les structures ayant les budgets les plus contraints », rappelle Manon Delaube, chargée de mission Diffusion du département Cinéma à ALCA. La coordination régionale prend aussi en charge les frais de transport et la rémunération du cinéaste ou du producteur. Restent à la charge de la structure de diffusion les frais de location de la copie et l'hébergement du réalisateur quand cela est nécessaire (pour les salles de cinéma, l'hébergement est aussi pris en charge). La coordination organise aussi les tournées des invités.

Chaque année, Images en bibliothèques propose une thématique. Pour 2024, il s'agit de « Petite Planète », en référence à la collection de Chris Marker publiée aux éditions du Seuil entre 1954 et 1963

et qui entre en résonance avec les défis actuels. Toutefois, la coordination régionale ne se limite pas à la thématique pour établir sa programmation, mais cherche plutôt à explorer les connexions possibles pour chaque film. Les films proposés sont tous des documentaires de création récents. « Avec le Mois du doc, nous valorisons des films qui sont majoritairement non distribués, ce qui permet à des œuvres, souvent audiovisuelles, d'avoir une fenêtre de visibilité qu'elles n'ont pas facilement, surtout dans des salles de cinéma », souligne Manon Delauge. En 2023, douze films régionaux ont été accompagnés par la coordination pour quarante-deux séances attirant près de deux mille quatre cents spectateurs.

Des temps professionnels sont également organisés, comme la journée de présentation de la programmation régionale, avec diffusion d'extraits de films et rencontres avec les cinéastes ou les producteurs. « Ce temps est important, commente Cécile Giraud, car cela permet de faciliter l'accès aux films pour donner envie de programmer. » C'est aussi l'occasion de rappeler ce qu'est le soutien d'une Région dans la production d'un film pour les acteurs culturels qui ne sont pas de la filière. Sur le territoire limousin,

la Haute-Vienne, de la Creuse, des Pyrénées-Atlantiques et de la Charente. « Les BD sont un service du Conseil départemental et si elles n'accueillent pas de public, elles structurent et accompagnent le réseau des bibliothèques en complétant leur collection et leur offre de services, explique Cécile Corsi, de la BD de Haute-Vienne. Cela fait trois ans que l'on s'implique particulièrement dans la manifestation, qui s'inscrit dans le cadre du contrat départemental de Lecture itinérance visant à renforcer l'accès à la culture pour tous les habitants du département. Notre souhait est d'asseoir les bibliothèques comme lieux de spectacles dans les communes où il n'y a pas de cinéma de proximité. » Les BD participent au Mois du doc selon des modalités différentes. Celle de Haute-Vienne accompagne sept projections par an dans son réseau et prend en charge les frais de diffusion. « C'est l'accompagnement régional, doublé de l'aide des bibliothèques départementales, qui permet à des petites structures de programmer des films et de déployer aujourd'hui le Mois du doc sur leur territoire », ajoute Cécile Corsi.

Pour renforcer ce maillage territorial, les partenariats sont encouragés : entre bibliothèques et salles de proximité pour organiser une projection non commerciale lorsque la bibliothèque n'a pas



Projection du film *Pays lointain* avec la réalisatrice Delphine Morel à l'Ehpad Orpéa, Bordeaux, novembre 2023 – Photo : Juliette Segrestin, © ALCA

Les Yeux Verts propose des temps de sensibilisation au documentaire ou à la médiation autour d'un film. « Nous sommes un interlocuteur de terrain, rappelle Valérie Mocydlarz. Nous essayons de donner des ressources sur les films, des outils pratiques pour assurer de bonnes conditions de projection ou encore pour se prémunir des problèmes techniques. »

La coordination organise aussi un temps fort, à destination du réseau et du grand public. En 2023, pour l'ouverture de la manifestation, la projection du film *Éthiopiennes suite magnétique* de Stéphane Jourdain était proposée, suivie d'un concert du groupe Akalé Wubé, avec Girma Bèyènè, et d'un DJ set de Francis Falceto et David Chazam, au Confort moderne, à Poitiers. Les Yeux Verts organise aussi chaque année une projection au Centre culturel de Brive-la-Gaillarde, en Corrèze.

Des outils de communication sont mis à disposition des structures participantes, notamment un document recensant l'ensemble des films programmés au mois de novembre (soutenus ou non) ainsi que tous les lieux de diffusion⁴.

Depuis 2021, les bibliothèques départementales (BD) jouent un rôle de plus en plus actif en soutenant les plus petites bibliothèques dans la projection de documentaires. La BD de Corrèze fut la première à valider ce partenariat avec le Mois du doc, suivie des BD de

d'espace de projection, ou encore entre structures de diffusion et établissements scolaires. La coordination régionale peut accompagner plus particulièrement les nouveaux participants ou les personnels qui travaillent avec des publics spécifiques. Ainsi, des Ehpad et des centres pénitentiaires participent à la manifestation. « Il s'agit d'être au plus proche des professionnels pour qu'ils se sentent par la suite en capacité de défendre des films et d'animer les séances eux-mêmes, explique Valérie Mocydlarz. Nous invitons aussi à impliquer le tissu associatif local dans le cadre de débats, par exemple. »

« Pour nous, l'essentiel, c'est que les projections soient accompagnées et qu'il y ait des échanges avec le public. C'est ce qui fait la force de cette manifestation, rappelle Cécile Corsi. Et la proposition fonctionne puisque de nouvelles bibliothèques veulent intégrer la manifestation chaque année. »



1. moisdudoc.com
2. Association Cinémas indépendants de Nouvelle-Aquitaine : www.cinemas-na.fr
3. Les Yeux Verts est l'un des trois pôles d'éducation aux images de la Nouvelle-Aquitaine : www.lesyeuxverts.com
4. Catalogue régional du Mois du doc disponible sur alca-nouvelle-aquitaine.fr

* Retrouvez la biographie d'Émilie Escourido et ses articles sur prologue-alca.fr

UNE EAC À DOMINANTE PATRIMOINE : L'EXEMPLE DE LA HAUTE-CORRÈZE

Marion Barreau / Propos recueillis par Aline Chambras*

Marion Barreau est cheffe de projet Patrimoine auprès de la direction Proximité et Citoyenneté de Haute-Corrèze Communauté, une intercommunalité qui regroupe 71 communes de Creuse et de Corrèze, soit près de 35 000 habitants. Depuis 2022, la vie culturelle de ce territoire est irriguée par un Contrat territorial d'éducation artistique et culturelle (CTEAC) placé sous le signe du patrimoine.

En mai 2022, Haute-Corrèze Communauté a signé son premier CTEAC. Pourquoi cet engagement ?

Quand je suis arrivée, en 2019, au sein de la direction Proximité et Citoyenneté de Haute-Corrèze Communauté, j'étais sur une création de poste, celui de cheffe de projet Patrimoine. La première mission que l'on m'a confiée a été de trouver comment accompagner au mieux les communes dans la valorisation de leur patrimoine. J'ai donc mené un diagnostic, en échangeant pendant près de deux ans avec tous les acteurs et les actrices du territoire afin d'évaluer leurs besoins. À la suite de ces rencontres, plusieurs constats ont été posés : d'abord, celui de l'intérêt communautaire, et non seulement communal, de la valorisation du patrimoine ; ensuite, celui du manque de liens entre les associations locales patrimoniales et les écoles, comme de la nécessité de travailler l'intergénérationnel. Une fois cet « état des lieux » réalisé, nous avons défini ensemble trois grands axes d'actions qui permettraient : un, de créer une vraie synergie entre les acteurs afin de mieux coordonner la mise en place des projets ; deux, de développer l'accompagnement des communes dans l'animation et la valorisation de leur patrimoine, avec comme ligne forte un soutien accru au spectacle vivant – qu'il s'agisse de programmer des événements dans les sites patrimoniaux ou d'encourager la diffusion et la création de spectacles en lien avec le patrimoine matériel ou immatériel de Haute-Corrèze – ; et enfin, de mieux impliquer et mobiliser les élèves du territoire sur ce sujet du patrimoine, car avec les enfants, c'est toute une population (les parents, les habitants) qui est touchée. C'est de là qu'est née l'idée d'établir un CTEAC à l'échelle intercommunale, avec une couleur très patrimoniale. Sa signature officielle remonte à juin 2022.

Concrètement, comment tissez-vous les liens entre valorisation du patrimoine et éducation artistique et culturelle ?

Nous portons des projets qui font se réunir les pratiques artistiques, l'histoire et le territoire. Le premier projet mené dans le cadre de ce CTEAC, baptisé « Autour du verre », est assez emblématique. En 2023, sous la conduite du collectif Les Infondus (un duo de souffleur et souffleuse de verre), associé à une archéologue du musée Marius-Vazeilles et à l'artiste verrière Zoé Joliclercq, cent collégiens de Meymac ont réalisé, à la manière romaine, un four antique. Cette année, nous avons un projet de « haïkus métrages » :

des élèves des écoles de Merlines, Eygurande, Aix et Saint-Étienne-aux-Clos, allant de la petite section au CM2, réaliseront avec Maude Soubeyrand, réalisatrice à Télé Millevaches, et Charline Montagné, artiste plasticienne, des courts métrages d'animation en argile qui seront ensuite visionnables via des QR Codes dans des lieux naturels remarquables du territoire.



Atelier « haïkus métrages » – © Haute-Corrèze Communauté

Aujourd'hui, quel bilan dressez-vous ?

C'est très positif. La première année, nous avons accompagné neuf projets (soit cinq cents élèves pour un budget de 80 000 €, concentrés sur les « grandes communes » du territoire). L'année dernière, nous sommes passés à treize projets et cette année, 2024-2025, nous avons validé une vingtaine de projets. Mille cinq cents élèves seront concernés dans de nombreuses écoles, y compris les plus petites de la communauté de communes. Les

élus nous suivent. Ils ont bien vu comment ces projets créent des dynamiques précieuses à l'échelle de tout le territoire.



*Retrouvez la biographie d'Aline Chambras et ses articles sur prologue-alca.fr

LE LABEL 100 % EAC

Par Aline Chambras

Le label 100 % EAC a été créé en 2021 par le Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle. Il a vocation à distinguer les collectivités engagées dans un projet visant le bénéfice d'une EAC de qualité pour 100 % des jeunes de leur territoire. Il est attribué par le préfet de Région et le recteur d'Académie pour une durée de cinq ans renouvelables, après avis des services déconcentrés (Rectorat et Direction régionale des affaires culturelles), qui peuvent mobiliser d'autres experts. Une attention particulière est portée à la dimension pleinement inclusive de ces projets, notamment la prise en compte des territoires prioritaires et des publics en situation spécifique. Dès 2022, 79 territoires ont été labellisés à l'échelle nationale. Parmi eux, 16 se trouvent en Nouvelle-Aquitaine, à l'instar, entre autres, de Bordeaux, de la Communauté d'agglomération de GrandAngoulême ou encore du Parc naturel régional des Landes de Gascogne¹.

1. Source : ministère de la Culture.

600°, UN RÉCIT POUR RÉTABLIR LES LIENS

Par Quitterie de Fommervault*

Au lendemain des grands feux de l'été 2022 atteignant des records pour les landes girondines, le collectif de photographes LesAssociés s'est mis en quête de raconter cet « après feu ». Ce projet, 600°, est une histoire à multifactes, écrite à plusieurs, à l'image de ce territoire mosaïque¹.

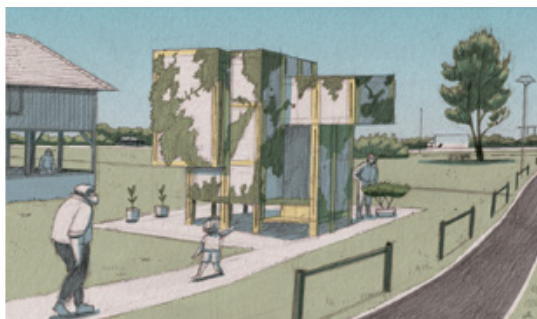
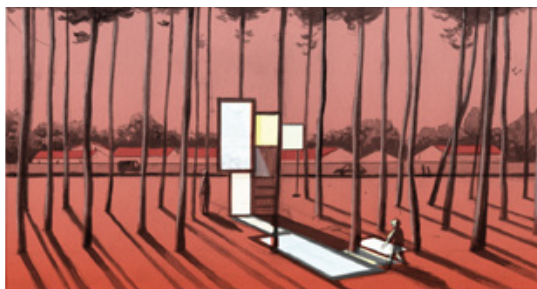
Les chiffres donnent le ton : 30 000 hectares de forêt ravagés, 46 000 personnes déplacées, 16 000 pompiers mobilisés. LesAssociés, habitués à travailler sur le territoire néo-aquitain, lancent 600°, un projet réunissant sept photographes, deux réalisateurs et une preneuse de son. Ils partagent, au-delà du récit, l'envie de raccommoder les liens brisés du plus grand massif forestier d'Europe. L'uniformité apparente de cette forêt presque exclusivement consacrée à la production papetière ou énergétique abrite une population hétérogène où se côtoient sylviculteurs, ruraux et néo-ruraux.

« En associant nos différentes pratiques de la photo, nous misons sur le pouvoir fédérateur du récit à la recherche de ce qui peut faire histoire commune », annonce le photographe Joël Peyrou. Tous revendiquent une écriture singulière, de la plus traditionnelle à la plus plastique, quand d'autres empruntent aux méthodes issues de la sociologie ou de l'anthropologie. « La narration factuelle autour des mégafeux révèle toujours quelque chose du territoire, les non-dits, les douleurs enfouies. C'est dans les aspérités qu'émergent le sensible et le vrai de la personne », poursuit-il. Sur le terrain, comme lors de temps de résidence, les membres du collectif s'organisent pour être tous présents au même moment : « Ce partage de notre compréhension du territoire en temps réel est infiniment riche et stimulant. Cela nous permet d'aborder de façon organique la biodiversité structurelle de ce territoire et de se guider mutuellement dans sa découverte », ajoute le photographe Alexandre Dupeyron, qui reconnaît aussi l'importance qu'a joué au départ le Parc naturel régional des Landes de Gascogne dans leur accompagnement sur place.

Après une première restitution aux Rencontres d'Arles en 2023 et celle à l'espace Saint-Rémi à Bordeaux, la même année, l'esprit du projet est de « construire en marchant ». « La confrontation au réel, avec le retour du public, est très importante dans notre travail. Aux yeux des institutions, cela nous apporte de la crédibilité. Pour le financement, cela a été primordial », explique Alexandre Dupeyron. La construction de cinq cabanes fabriquées par cinq écoles des Compagnons du Tour de France de la région est prévue afin de poursuivre les temps de restitution sur le territoire

concerné par le feu en Sud Gironde. Conçues sur le modèle d'un pavillon lauréat d'un workshop « Habiter le risque », soutenu par l'Institut technologique FCBA, l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux, les Compagnons du Tour de France et la Villa Médicis, elles sont le fruit d'échanges entre étudiants de plusieurs nationalités : Japonais, Ukrainiens et Français. « Notre volonté est de créer un parcours d'interconnexion entre les différents territoires », poursuit Joël Peyrou. L'objectif est aussi d'atteindre les publics marqués par le feu, proche de leurs lieux de

vie, et cela en dépit de la difficulté d'un tel exercice. « On s'aperçoit qu'il est plus facile de monter un projet dans des grands lieux culturels que dans les territoires éloignés des centres urbains. Les dispositifs d'aides sont plus difficiles à trouver, voire inexistants », constate Alexandre Dupeyron. La dune du Pilat, l'aire d'autoroute de la Porte des Landes Ouest, le Domaine départemental d'Hostens, la commune de Landiras et l'écomusée de Marquèze ont été choisis comme lieux d'accueil où chacune des cabanes exploitera une thématique différente soulevée par l'épisode du feu. Parmi elles : la renaissance du végétal et sa capacité à ressurgir sous la forme de multiples essences. « Quand la nature exprime spontanément ses droits, c'est par la diversité qu'elle le fait », rappelle Alexandre Dupeyron. Une diversité



Cabane de restitution espace-public du projet 600° – © Cyrille Beirnaert/Les Associés

que les membres du collectif comptent bien accueillir en marge de ces expositions en organisant des cercles de paroles et en prévoyant d'autres formats de restitutions, comme un livre et un film photographique.



1. Ce projet est soutenu par la Caisse des Dépôts, le réseau Astre, la Drac Nouvelle-Aquitaine, la Région Nouvelle-Aquitaine, le Conseil départemental de la Gironde, le Parc naturel régional des Landes de Gascogne, la Ville de Bordeaux, la Ville de Landiras, la Ville du Teich, le Fonds Archimbaud, Atlandes.

* Retrouvez la biographie de Quitterie de Fommervault et ses articles sur prologue-alca.fr

UTILISER L'INTERACTIVITÉ POUR REVENIR AU LIVRE PAPIER

Par Margaux Maillard*

Les In8, installés à Morlaàs (64), ont une double activité : un atelier graphique d'un côté et une maison d'édition spécialisée dans les fictions courtes et le polar de l'autre. Depuis une dizaine d'années, la partie atelier développe des expositions de fictions interactives à destination principalement des réseaux de lecture publique sur différents thèmes : le conte, la poésie, le polar, etc. En 2025, leur nouvelle proposition prendra pour point de départ leur collection « Faction »¹ destinée aux adolescents. Une passerelle entre les deux activités. Rencontre avec Josée Guellil, la directrice éditoriale.

DE L'ÉCRAN AU LIVRE

L'idée est partie d'un constat simple : les adolescents ont quitté le livre pour migrer vers les écrans. Une réalité partagée notamment par les réseaux de lecture publique, qui ont besoin d'outils de médiation adaptés pour reconquérir un public absent. Fort de son expérience depuis sa première exposition de fiction interactive *Qui a refroidi Lemaure* ?² en 2014, l'Atelier In8 se questionne. Leur pendant éditorial, les éditions In8, publie depuis trois ans de la littérature du réel pour adolescents dans la collection « Faction ». Plus d'une quinzaine de fictions ont été publiées et ont reçu de nombreux retours positifs, tant des professionnels du milieu que du public ciblé. Le projet germe alors : pourquoi ne pas utiliser leur double activité pour attirer de nouveau le jeune public vers le livre ? Josée Guellil, directrice éditoriale, résume ainsi le contexte de départ : « Nous proposons aux adolescents, en lien avec les partenaires de la chaîne du livre, le chemin inverse, c'est-à-dire aller à la médiathèque, rencontrer des écrans à travers une pédagogie alternative de ludification, pour ensuite revenir au livre. » Telle est la mission que s'est donnée l'équipe d'In8.

UNE CRÉATION MAISON

Pour ce faire, et contrairement aux précédentes expositions, le scénario ne sera pas écrit en interne mais par un auteur maison girondin, Yvan Robin. Après le roman *Après nous, le déluge* en 2021, il a publié *Bonhomme* dans la collection pour adolescents l'été dernier. « Yvan est un auteur qui a une légitimité et une habitude de travail avec nous », précise Josée Guellil. Écrire un scénario demande beaucoup de contraintes : détailler les personnages, écrire des textes de dialogues... La mécanique d'écriture est complètement différente. Il y a aussi la nécessité pour l'auteur de créer un pont entre ses romans et ce projet. Ainsi, Milo, le personnage principal de *Bonhomme*, sera un outil-clé pour avancer dans la prochaine enquête interactive. Il sera le guide qui traverse l'univers de l'auteur et les multi-supports déployés. Un prochain roman chez « Faction » sera d'ailleurs publié en octobre 2025, en parallèle de la sortie de l'exposition, pour suivre Milo quelques années plus tard. C'est aussi ici tout l'intérêt de la manœuvre : « En branchant les adolescents sur un univers d'auteur, on peut les emmener vers du livre papier pour qu'ils poursuivent leur exploration



© Atelier In8

imaginaire », analyse la directrice éditoriale, qui explique que cet outil est également une opportunité pour valoriser le travail des auteurs et multiplier les rencontres. Aux côtés d'Yvan Robin, c'est Julien Monier, dessinateur de bande dessinée, repéré pour son travail percutant sur la série BD *RIP* (éditions Petit à Petit), qui a été choisi pour créer tout l'univers graphique de l'exposition. Sa spécialisation en polar a été déterminante pour la maison d'édition dont c'est le registre principal.

UNE EXPOSITION À FAIRE TOURNER

Comme pour les précédentes expositions, le dispositif sera déployé sur plusieurs kakemonos représentant la fiction sous forme de bande dessinée géante, avec des images animées et de la réalité virtuelle. Une application associée, développée en interne, lance la narration. Les voix sont enregistrées par une compagnie de théâtre de Sauvagnon (64). L'utilisateur devient alors un joueur qui doit mener une enquête en créant lui-même son parcours dans l'histoire au fil des répliques entendues et de ses choix. Il faut compter 45 minutes d'expérience. Pour ce projet, deux sujets majeurs ont été choisis, des thèmes de société qui sont un dénominateur commun avec « Faction » : l'identité de genre et le risque climatique. La fiction-exposition sera disponible à la location ou à l'achat. « Nous commençons à avoir un catalogue avec différentes thématiques et



© Atelier In8

nous sommes présents avec au moins une de nos expositions dans 70 départements. » L'éditrice ajoute que dans certains territoires, les calendriers pour faire tourner le dispositif dans leur réseau sont remplis pour les deux, trois ans à venir ! Le plus appréciable étant l'autonomie donnée aux joueurs, l'expérience demandant peu d'accompagnement. Anne Marion, du Conseil départemental de la Côte-d'Or, témoigne de cet enthousiasme permanent autour des expositions In8 : « Nous avons acheté *Qui a refroidi Lemaure ?* en 2015 et elle tourne encore aujourd'hui, avec un calendrier toujours saturé. » Depuis, six productions de l'Atelier In8 ont été achetées par le Département, une confiance renouvelée « les yeux fermés ». Anne Marion précise également que la plus-value de cet outil réside dans la mobilité astucieuse des panneaux, l'enquête plutôt rapide et l'utilisation du numérique comme un lien entre chaque matériel et l'utilisateur. « Les expositions sont très bien pensées, pas trop volumineuses, avec aucun frein technique, c'est tout-terrain ! » Elle ajoute que l'immersion numérique à travers une fiction facilite la création d'une visite intergénérationnelle, où les plus petits vont manier l'écran sans difficulté et les grands-parents s'attarder sur le déroulé de l'enquête. Un beau moment à partager en perspective !

« Il faut [...] alimenter différents canaux pour mailler plus d'acteurs de l'écosystème du livre et partager l'objectif premier : réconcilier les jeunes avec la lecture. »

Pour ce prochain projet, l'équipe d'In8 souhaite développer son réseau de médiation. Si les médiathèques ou les organisateurs de festivals sont convaincus, le lien entre le livre papier et l'écran permet de solliciter également les libraires et les établissements scolaires, avec un format adapté du dispositif qui doit encore être pensé. « Il faut toucher les publics là où ils sont au quotidien, continue Josée Guellil, alimenter différents canaux pour mailler plus d'acteurs de l'écosystème du livre et partager l'objectif premier : réconcilier les jeunes avec la lecture. »

UNE COLLECTION, UNE FICTION-EXPOSITION, DE LA COOPÉRATION

Si l'on devait résumer, ce projet intègre toute une dimension collective : deux structures aux compétences différentes qui s'associent autour d'un projet commun, la valorisation d'une collection et l'implication d'auteurs dans la création, la réponse à une attente exprimée par le réseau de lecture publique. Le tout autour d'un objectif commun à la chaîne du livre ainsi qu'à ses



© Marion Bornaz, Quais du polar

partenaires institutionnels : la reconquête du public jeune. C'est cet aspect que les In8 souhaitent valoriser, en présentant le projet pour des demandes de subventions. « Ce qui coûte cher au démarrage, c'est la partie création. Ce sont les auteurs qui travaillent énormément au début et il est impensable de leur demander cet investissement sans les rémunérer. La partie développement est ensuite la charge la plus lourde », continue Josée Guellil, avec un investissement en temps important pour tester le dispositif sur ses multiples supports. De l'idée à la commercialisation de l'exposition, il faut compter un peu plus d'un an. Un travail de longue haleine qui est attendu avec impatience...

À DÉCOUVRIR À LA RENTRÉE 2025

Imaginez un festival dans les Landes, entouré de pins, en pleine canicule. Vous êtes bénévole pour accompagner les artistes. Malheureusement, au moment de monter sur scène, un artiste a disparu... Saurez-vous mener l'enquête avant que tout s'enflamme ? *Silence, ça brûle*³.



1. www.editionsfaction.fr
2. Une fiction-enquête façon escape game, à partir de 10 ans.
3. Titre de l'exposition non définitif.

* Margaux Maillard est chargée de mission Économie du livre et coordinatrice du Contrat de filière Livre et des concertations Livre et Cinéma à ALCA. Retrouvez ses articles sur prologue-alca.fr

LE CONTRAT DE FILIÈRE LIVRE 2025-2027

Par Margaux Maillard

À la suite de plusieurs mois de concertation, la Région Nouvelle-Aquitaine, la Drac Nouvelle-Aquitaine, le Centre national du livre et ALCA ont travaillé sur le nouvel accord-cadre triennal du Contrat de filière Livre. Un nouveau dispositif sera proposé à tous les professionnels de l'écosystème dès 2025 : le « Soutien aux projets collectifs et interprofessionnels dans le domaine du livre ». Ce dispositif expérimental souhaite encourager les actions de coopération autour de sujets divers comme la transition écologique ou les mutations de la chaîne, la professionnalisation ou le développement de la connaissance interprofessionnelle. A minima, le projet devra être mené conjointement par deux acteurs du livre¹.

1. Plus de renseignements sur alca-nouvelle-aquitaine.fr, rubrique « Livre », puis « Animation du contrat de filière ».

BRIGADE ANONYME : LES COOPÉRATIONS À L'ŒUVRE AUTOUR D'UN TOURNAGE EN RÉGION

Par Christophe Dabitch*

Tournée entre la Dordogne, la Charente et la Charente-Maritime, la première saison de la série *Brigade anonyme*, avec *Éric Cantona* dans le rôle-titre, incarne une collaboration fructueuse entre les bureaux d'accueil de tournage départementaux. Avec à la clé de multiples retombées pour la région.



Brigade anonyme – © Marie Etchegoyen, Bonne Pioche Story, M6

La série *Brigade anonyme*¹ est inspirée de l'histoire réelle de Beor, un père de famille producteur et artiste dans le milieu du hip-hop dont la fille mineure avait disparu en Seine-Saint-Denis et qui était parvenu à la retrouver en quatre jours, sans l'aide de la police, à plus de 800 kilomètres. Il a ensuite fondé La Ligue des disparus anonymes (LDA) et, avec d'autres citoyens bénévoles, recherche des mineurs disparus en menant des enquêtes. La LDA dit avoir ainsi retrouvé 190 enfants depuis 2019². Le directeur de Bonne Pioche Productions, Pascal Guerrin, souligne que l'intérêt premier de M6 pour une adaptation fictionnelle de cette histoire a d'emblée posé une direction artistique : « L'atmosphère de la série aurait peut-être été plus sombre sur une autre chaîne de télévision, mais la décision a été prise par M6 de ne pas tourner en banlieue de Paris et, dès l'écriture, de chercher d'autres paysages et une certaine luminosité³. » Toutes les régions françaises étant dès lors susceptibles d'accueillir le tournage, pourquoi la Nouvelle-Aquitaine ? Dans la chaîne des petits événements qui déclenchent une décision, il y a souvent des rencontres lors de festivals. Ainsi, celle de Victoire d'Aboville, la productrice de Bonne Pioche Story qui portait ce projet, avec des représentants d'ALCA au Festival de la fiction de La Rochelle, puis avec Thierry Bordes, du Bureau d'accueil des tournages (BAT) de Dordogne, Ciné-Passion, au Festival du

film francophone d'Angoulême. Victoire d'Aboville ayant passé tous ses étés d'enfance en Dordogne, elle connaissait la région et avait en tête la multiplicité des décors possibles (ville, campagne, montagne, mer). Ce désir initial s'est ensuite concrétisé avec l'appui financier du Fonds de soutien au cinéma et à l'audiovisuel de la Nouvelle-Aquitaine. Comme le souligne Sandrine Zoller, du Bureau d'accueil des tournages de Charente-Maritime : « Le Fonds de soutien est essentiel, car la vraie concurrence pour l'accueil des tournages se fait entre les régions françaises. C'est très incitatif pour les productions. » Cet appui conditionné entraîne de fait des tournages sur place, l'emploi de comédiens et de techniciens vivant sur le territoire et la collaboration avec des entreprises spécialisées locales, comme Transpalux à Angoulême.

LE RÔLE DES BAT

Constitués en réseau coordonné par Anne-Laure Jouanne, chargée de mission Commission régionale du film et Attractivité à ALCA, les bureaux d'accueil des tournages en Nouvelle-Aquitaine sont présents dans presque tous les départements, ce qui est loin d'être le cas dans les autres régions françaises⁴. Concernant les tournages, leur rôle est de faire connaître et de présenter les avantages de leurs territoires en proposant des décors possibles

« Il y a une dynamique régionale réelle et je crois qu'il vaut mieux être ensemble ».

pour simplifier les repérages, des liens avec les professionnels locaux et des entreprises du cinéma et, de manière plus générale, d'être des facilitateurs. Ils peuvent aussi collaborer entre eux, ce qui a été le cas sur cette série. Pour Thierry Bordes, « le rôle entre les BAT a évolué. Il a pu y avoir de la concurrence entre nous pour attirer les tournages, mais nous sommes maintenant beaucoup plus dans la collaboration. Nous garantissons une offre complète de compétences et de décors possibles sur la région. Il y a souvent un premier territoire d'accroche et cela se déploie ensuite sur d'autres. Les productions ne viennent pas uniquement parce qu'elles sont soutenues par le Fonds de soutien. Cela devient plus qualitatif et global ». Sandrine Zoller confirme que si « chacun défend bien sûr d'abord son territoire, on peut renvoyer sur d'autres selon ce que recherche la production. Il y a une dynamique régionale réelle et je crois qu'il vaut mieux être ensemble ». Pour les quatre premiers épisodes diffusés de *Brigade anonyme*, les tournages se sont ainsi déroulés entre la Dordogne, la Charente et la Charente-Maritime, notamment à Royan. Pascal Guerrin constate de son côté : « Nous avons été soutenus financièrement par la Région, mais aussi par les départements. On nous a mis en contact avec un vivier de techniciens, de comédiens et d'entreprises installés ici. Il y a aussi le pôle d'excellence Magelis, à Angoulême. Pour les repérages, on a profité d'une expérience. On ne part pas de zéro, on gagne du temps et on évite des maladroites. L'organisation entre les départements fait que nous ne sommes pas enfermés mais ouverts sur le territoire, on s'y implante vraiment. Il y a aussi une logique économique et une démarche plus responsable pour nous : pourquoi ramener des Parisiens si nous trouvons les compétences sur place ? » De la même façon, le choix de la région a, selon Charlotte Nova, directrice artistique de la série, joué sur l'écriture des épisodes : « C'est un travail d'équipe ; le territoire choisi et les repérages ont influencé l'écriture afin d'intégrer des décors variés et récurrents. Le fait de résoudre une enquête dans un lieu différent à chaque fois, avec comme base le QG du personnage en Dordogne, permet de diversifier les paysages. »

UN DIRECTEUR DE PRODUCTION LOCAL

Un élément lien essentiel, reconnu tant par la production que par les BAT, est l'intervention d'un directeur de production implanté dans la région. En l'occurrence, pour *Brigade anonyme*, il s'agit de Pascal Lamargo, qui vit depuis seize ans à Angoulême après une carrière parisienne. Indépendant, travaillant à la demande pour différentes productions et projets, Pascal Lamargo a un pied à Paris et un autre en région, où il connaît maintenant non seulement les décors possibles, mais aussi toute la filière régionale. Bonne Pioche a fait appel à lui dès le début du projet. Pascal Lamargo s'efforce ainsi de « diriger des tournages vers la région. Il y a beaucoup de techniciens et de comédiens compétents qui vivent ici. De même que des entreprises spécialisées et des fournisseurs. Je pense que tout le monde a maintenant compris que les retombées

économiques du cinéma dans une région sont importantes. Nous avons eu un vrai accueil, ce qui est essentiel dans le milieu. On gagne beaucoup de temps. Il y a aussi les ressources institutionnelles locales qui sont facilitatrices. C'est le bouche-à-oreille qui fait un réseau. Nous avons eu jusqu'à 70 % d'équipes locales sur les tournages, durant vingt jours pour chaque épisode. Cela crée un esprit collectif et on obtient beaucoup plus de choses. Même les habitants nous accueillent bien, alors qu'à Paris, tout



Table ronde organisée par ALCA au Festival de la fiction de La Rochelle, septembre 2024 – © ALCA

est beaucoup plus compliqué ». Pascal Lamargo souligne que l'étape suivante est de proposer en région une offre de service de A à Z, du repérage à la finalisation des productions. Pour *Brigade anonyme*, une entreprise locale permettant de visionner les rushes en même temps que le tournage a ainsi joué un rôle important. Il existe également des sociétés de post-production permettant un montage et un étalonnage final, et des productions nationales qui ont un bureau en région. Comme le suggère Sandrine Zoller, le rôle des BAT est aussi de « mettre en confiance » les productions parisiennes ou étrangères sur les compétences locales. Thierry Bordes évoque de son côté l'implantation progressive d'auteurs qui seront de fait imprégnés par les territoires pour imaginer leurs histoires. Ce qui signifie à terme la construction d'une filière complète où les coopérations territoriales seront renforcées. Après le succès de la saison 1, le tournage de la saison 2 de *Brigade anonyme* aura lieu en 2025, toujours en Nouvelle-Aquitaine, dans plusieurs départements.



1. Produite par Bonne Pioche Story et réalisée par Julien Seri, *Brigade anonyme* est une série de 4 x 52 minutes par saison diffusée sur M6. Les principaux comédiens sont Éric Cantona, Arié Elmaleh, Helena Noguerra, Marilyn Lima et Célia Lebrument.
2. En 2023, selon le ministère de l'Intérieur, 40 989 disparitions de mineurs ont été signalées en France. Plus d'un tiers concernaient des enfants de moins de 15 ans.
3. Cet article a été rédigé à l'occasion d'une table ronde organisée par ALCA au Festival de la fiction de La Rochelle le 11 septembre 2024 : « Coopérations territoriales en Nouvelle-Aquitaine autour d'un tournage : étude de cas de la série *Brigade anonyme* ».
4. Les BAT sont présents en Béarn Pyrénées-Pays basque, Charente, Charente-Maritime, Corrèze-Creuse-Haute-Vienne, Dordogne, Gironde, Landes et Lot-et-Garonne. Liste complète et contacts sur alca-nouvelle-aquitaine.fr

* Retrouvez la biographie de Christophe Dabitch et ses articles sur prologue-alca.fr

Sur les décors de cinéma en Nouvelle-Aquitaine et l'accueil des tournages, à voir et à lire également sur prologue-alca.fr : le film *Douze raisons*, de Pierre Magnol, et l'article « Du lieu au décor : quand le cinéma fabrique nos imaginaires », par Marie-Pierre Quintard, février 2024.

ARTISTES À L'ŒUVRE



DIX REGARDS ARTISTIQUES SUR LA COOPÉRATION

Éclairages, pour fêter ses dix années d'existence, a proposé à dix artistes du Livre et du Cinéma une carte blanche collective inspirée de la thématique explorée dans ce numéro. Ainsi, les pages qui suivent présentent les créations de la cinéaste et anthropologue Séverine Enjolras, de l'illustrateur, peintre et graveur Rojer Féghali, du documentariste Cyril Lafon, de l'autrice de films d'animation Sybil Marzin (qui signe la couverture de ce numéro), de la peintre, autrice et illustratrice Chloé Pince, de l'auteur illustrateur le poisson, du cinéaste et artiste pluridisciplinaire Alex Pou, de la réalisatrice Marthe Sébille, de l'écrivain, designer et illustrateur Samuel Stento et, enfin, de l'autrice et réalisatrice Mélanie Trugeon. Par leurs images et leurs mots, chacun et chacune ont répondu à la question : « Que signifie pour vous la coopération ? »

La coopération en documentaire, c'est se poser la question de la justesse de son regard et de la façon dont il rencontre celles et ceux qu'on filme.

Séverine Enjolras

Dans ma pratique artistique, je définis la coopération plus comme une improvisation. Adeptes de la technique mixte, j'expérimente dans un même dessin au moins deux procédés différents, la pointe sèche et le collage, en intégrant des images, en utilisant la peinture ou la gravure pour obtenir des effets variés.

Les supports que j'utilise témoignent également de mon pluriculturalisme : papiers ramassés au cours de mes voyages et recyclés dans les collages. Tout est bon pour réaliser de délicates compositions où se marient les formes figuratives et abstraites, les taches de couleur et le trait noir du graphisme.

Rojer Féghali

La coopération est la clef de mon projet sur la ligne de démarcation. Chacun se nourrit du regard de l'autre, en collaborant au travail d'enquête, à la sélection des photos ou au montage des vidéos. Cette complémentarité avec un photographe me permet d'explorer de nouveaux angles, en tissant des liens entre vidéos et photos, pour proposer une exposition originale sur la ligne de démarcation.

Cyril Lafon

La coopération, c'est le souffle commun d'un chœur où chaque voix trouve sa juste note et dit : « Nous avançons ensemble. » Construire ensemble, c'est comme dessiner une rivière nourrie de nos différences, où chacun apporte sa part pour que la source s'élargisse. Écouter, comprendre, et parfois mettre de côté son individualité, c'est ainsi que l'harmonie peut naître dans un équilibre partagé.

Sybil Marzin

Quand on a pour métier de mettre des mots et des images sur le monde, on coopère, toujours : d'abord avec notre sujet, semblable au premier abord, à un épais tas de broussailles, qui se laisse tailler au-dedans par notre petit sécateur personnel, celui qui dégrossit. Pour y dégager une voie plus claire, plus juste, plus belle, il est nécessaire de se laisser rejoindre, passer du « je » au « nous ».

Chloé Pince

Je tente une hypothèse : la coopération serait-elle l'opposé d'une soumission ? Dans un univers social largement administré par des rapports de domination, la coopération serait une proposition autonome, une résistance fondée sur l'accord avec l'autre. Elle nous offre d'écrire ensemble les termes d'une relation enrichissante pour chacun et chacune. Au centre de la coopération, le respect mutuel. Peut-être ?

le poisson

Je filme Sharif Andoura depuis 2007 jusqu'à aujourd'hui. Je le vois vieillir de film en film, au fur et à mesure des années. Sa vie personnelle rentre dans les films ; le jour où il a eu un enfant, le jour où il a commencé à apprendre l'arabe, le jour où il a couru trois jours et deux nuits sans s'arrêter. Tout rentre dans les films. La réalité et la fiction forment alors une tresse. Et nous faisons œuvre commune.

Alex Pou

La coopération est au cœur de mon métier de cinéaste. De l'écriture à la diffusion, je suis en lien constant avec la poésie de l'autre. Même si je suis à l'initiative d'un nouveau monde, c'est le talent de mes collaborateurs qui le sublime. Iels m'élèvent et m'apprennent à mieux écouter, mieux regarder, à proposer des idées plus subtiles et audacieuses. Ce dialogue a évolué avec le temps et il m'est devenu indispensable. J'ai besoin d'être bien entourée pour raconter la solitude.

Marthe Sébille

« On ne touche qu'avec les yeux ! »

Et pourquoi donc ?!

Pourquoi ne pas imaginer un art qui se prendrait dans les bras ? Permettant ainsi au spectateur de devenir pleinement acteur de l'œuvre ?

Ne pourrait-on pas imaginer une forme d'arts plastiques un peu moins statique ? Un art animé, quasi animiste, né de la coopération active entre l'œuvre et son public ?

Chiche !

Samuel Stento

Créer avec, ne pas créer sur, en immersion dans un territoire, à la rencontre de ses habitant·e·s pour mieux se confronter aux mondes végétal et animal, dans une relation qui se veut la plus horizontale possible et dans un temps proche du cycle du vivant. La coopération se situe au cœur du geste artistique, met en mouvement et œuvre en faveur d'un rapprochement entre milieux dits urbains et ruraux.

Mélanie Trugeon



Dernières volontés

FILM DOCUMENTAIRE EN COURS DE RÉALISATION

Séverine Enjolras

À la suite du décès de mon père pendant le Covid, je pars à la rencontre de celles et ceux qui approchent la mort et les funérailles différemment. Au cœur de la Corrèze, je croise Frédérique et Pierre attachés à leur liberté jusqu'au bout. Nicolas vient d'ouvrir tout près sa coopérative funéraire pour offrir aux citoyens des rites qui leur ressemblent. Mais comment réinventer les rites ? Prendre soin des morts et des vivants ? La forêt peut-elle nous aider à trouver refuge et protection ?

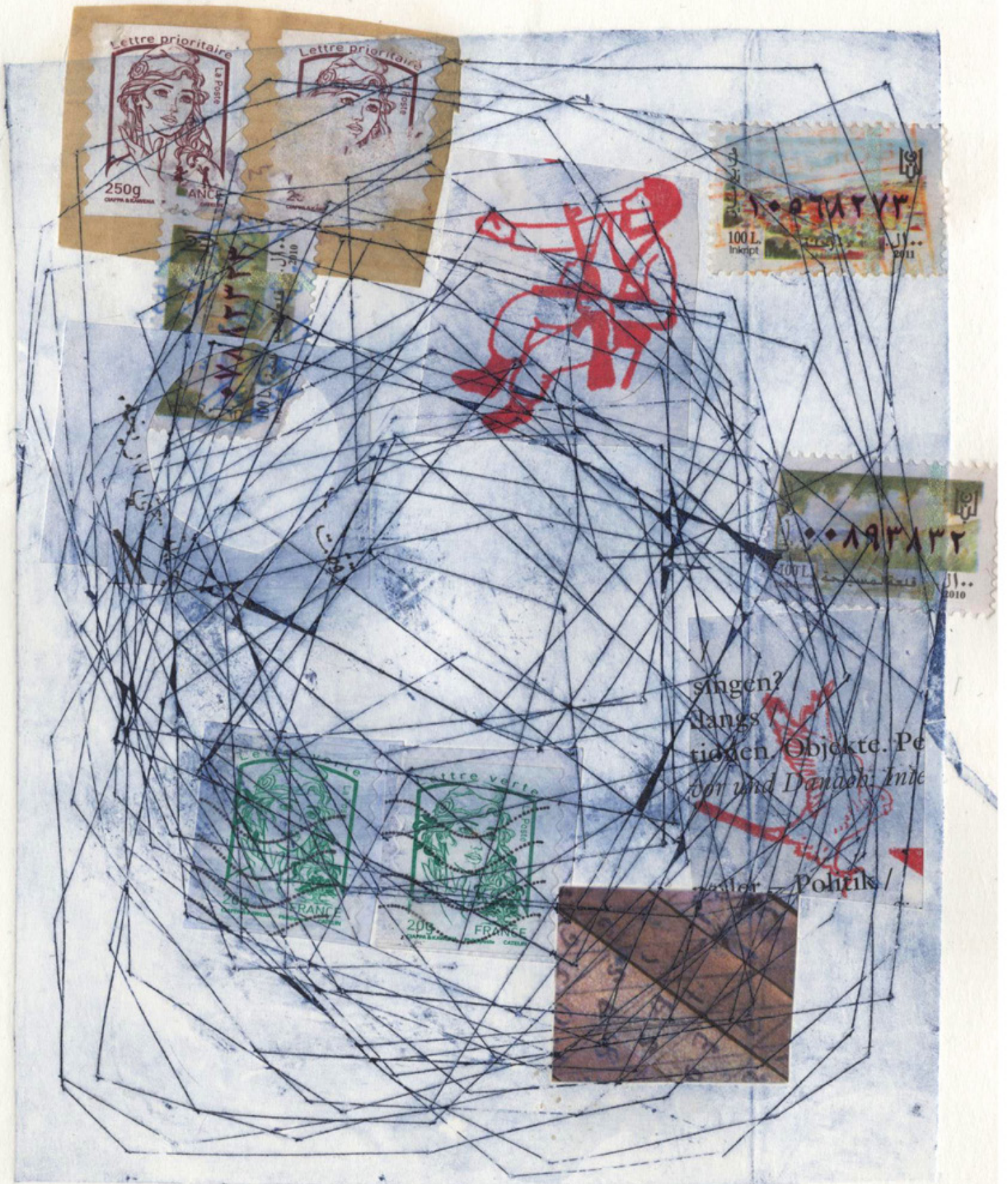
Séverine Enjolras

L'approche est collaborative, ensemble nous cocréons. L'artiste Marine Prunier nous rejoint, l'écrivaine Romane Biron, croisée en résidence au Chalet Mauriac, m'inspire.

« J'en ai vu des drôles d'humains, des fous, des brigands, des ermites, des fugitifs, des lépreux, des sorciers, des poètes, tous errants, sans racines et sans âmes. Tous et pas tous, certains sont bois de souche. »

(Extrait du roman en cours de Romane Biron)







Georges Parnaut, sur les lieux où il faisait passer la ligne, à 12 ans. Diptyque-vidéo de Cyril Lafon.

Sur les traces de la ligne de démarcation

Ce projet d'exposition photographique et vidéo a été pour moi l'occasion de me replonger dans mon histoire familiale. Ma grand-mère a tenté de passer la ligne de démarcation, avec la complicité d'une passeuse, à Saint-Macaire en Gironde, avant d'être dénoncée et interrogée.

Dès le début, j'ai mené ce travail avec un photographe, Thomas Ermel. Avec lui, j'ai arpenté les 1200 km de cette ancienne frontière, aujourd'hui presque invisible, mais qui reste

une source de honte liée au diktat nazi et à la Collaboration de Vichy.

Cette coopération artistique m'a permis d'enrichir ma réflexion sur la complémentarité vidéo-photo. En lien avec les photographies, le dispositif vidéo redonne vie au passé, à travers les récits des derniers témoins qui reviennent sur les lieux de mémoire. Projetés sur un écran coupé en deux, ces « diptyques-vidéos » interrogent le temps et l'oubli qui recouvrent la ligne et la

rendent invisible. Dans la gare désaffectée de Roumazières, envahie par les herbes sauvages, Rose cherche les traces du passage de sa mère. Au milieu d'un champ, a priori banal, un ancien passeur raconte comment il faisait traverser clandestinement la ligne, à 12 ans.

Cyril Lafon

L'exposition se tiendra aux Archives départementales de la Dordogne à Périgueux (mai-septembre 2025) et à la médiathèque L'Alpha d'Angoulême (octobre-novembre 2025).

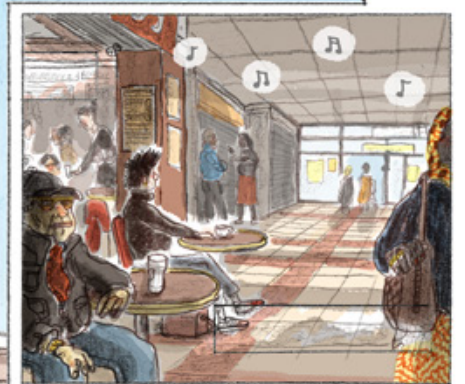


À la recherche des derniers vestiges de la ligne de démarcation. Photographies de Thomas Ermel.

dérouler du sens |
trouver une voix/voie,
commune et plurielle

à travers le chaos |





Cette planche est composée d'extraits d'un travail de bande dessinée (en cours) réalisé dans deux quartiers périphériques de Limoges en pleine transformation : Beaubreuil et le Val de l'Aurence. Ce récit illustre une plongée dans la vie et l'histoire de ces deux quartiers, au contact de leurs habitants. Le projet est commandé et financé par Limoges Métropole. Suivez l'actualité du projet sur Instagram : @lepoissondessine

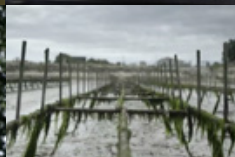
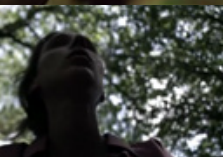




Que la bête monte
Dolce Vita Films - 2021



*Quand les branches se querellent,
les racines s'embrassent*
Iloz Productions - 2014



Plus bas que le ciel
Iloz Productions - 2012



Enez Eusa
Iloz Productions - 2009





Cette sculpture musicale a été réalisée à partir d'un accordéon hors d'usage.

Ce jour-là, un enfant s'en est saisi.

La photographie de cette fructueuse coopération a été imprimée sur rhodoïd, grattée et superposée sur la page 59 d'un antique livret de partitions.

Samuel Stento

Jour après jour, je m'imprègne de la lande, je me laisse traverser par elle jusqu'à m'y ensevelir aussi parfois. La terre vibre de tout son poids. Je rencontre, je collecte, j'appréhende, j'entremêle des matières, du vivant pour grandir et donner corps à mes projets cinématographiques et littéraires. « Chante-moi un courlis », projet transmédia conçu avec l'écologue ornithologue Franck Ibañez, pour lequel nous sommes allés en résidence au Chalet Mauriac en juin 2023, aujourd'hui accompagné par Kimono production, est l'expression de cette expérience intime. Quelques fragments de poésie, en fleurs et en mots, suivent ici pour « s'en-lanner ».



**Front de troncs aubergines, de rimes assidûment mis en pièces
Sur près d'un million d'hectares de terresensemencées
Kit de corps mutilés, arrimés les uns aux autres
Dans le rugissement monastique des abatteuses**

**10 mètres de croissance en 20 ans
Nos pins maritimes ont l'appétit de géants**

**De ce linceul triangulaire de sable échauffé
20 millions de têtes pointent chaque année
Dont la fluette écorce s'étire effrontément vers le ciel
Avant l'échafaud, pour celles qui vont fêter leurs 30 ans**

**À la molinie virevoltante des prairies supplée la dentelle ciselée
des fougères aigles
Grillage échanuré de verdure reliant les pieds des cônes monocordes
Aux ironiques allures de massif forestier**

**Quand elles ne sont pas essorées jusqu'à la moelle,
Les dernières lagunes-dortoirs des grues en migration
Sont les vestiges d'un temps où la monoculture n'avait pas le monopole**

**Entremêlement de textures, de formes et d'écorces hétéroclites
Des bois blancs des bouleaux ailés aux gris veloutés des saules ébouriffés
Du cotonneux feuillage des chênes tauzin aux pics des ajoncs nains**

**La lande est le berceau des trembles indociles
Ondulant au gré des vents et des chants
Comme un rempart à nos solitudes
Comme un pays où s'enraciner**

S'en-lanner, Mélanie Trugeon, septembre 2024.
Impression végétale expérimentale (aulne, bourdaine, drosera, lysimaque, salicaire, chêne tauzin et bouleau).

CRÉATION, PRODUCTION ET RÉFLEXION PARTAGÉES

Plan de sauvegarde des biens culturels en bibliothèque : la coopération, nerf de la guerre

Par Pauline Leduc*

Depuis 2024, le ministère de la Culture a lancé une vaste opération de déploiement des Plans de sauvegarde des biens culturels en bibliothèque via un plan de formation à grande échelle. Focus sur un dispositif dont la mise en œuvre nécessite d'importantes collaborations interprofessionnelles.

En 2022, 80 % des bibliothèques patrimoniales françaises n'étaient pas encore dotées d'un Plan de sauvegarde des biens culturels (PSBC). Ce document opérationnel, destiné aux établissements patrimoniaux et aux services de secours, organise la sauvegarde des collections en cas de sinistre. Ce chiffre émane du rapport publié en 2022 par l'Inspection générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche. Commandé après l'incendie de Notre-Dame – élément déclencheur d'une prise de conscience générale –, ce rapport met en lumière l'impréparation des bibliothèques face aux risques de perte de documents d'exception et préconise 17 recommandations. On estime à près de 70 millions le nombre de ces trésors, dispersés dans 600 établissements de l'Hexagone telles la BnF et les bibliothèques des collectivités territoriales ou universitaires.

Déploiement d'une formation à grande échelle

En réponse, le ministère de la Culture a créé dès janvier 2023 une mission dédiée, nommé une coordinatrice et mis en place une circulaire indiquant l'obligation faite aux bibliothèques territoriales de se doter d'un PSBC. « Les bibliothèques ont pris du retard dans ce domaine. Outre le manque de temps, la question de la formation des personnels est un frein important, faute de modules spécifiques offrant les outils et suivis nécessaires à la rédaction », estime Michela Rega, chargée des plans de sauvegarde en bibliothèques au sein du ministère de la Culture.

Fort du travail de mise en place des PSBC déjà à l'œuvre dans les musées et aux Archives nationales, un plan de formation à grande échelle a été lancé au début de l'année. Son premier volet, destiné spécifiquement aux bibliothèques classées, vise à ce que les 54 établissements soient tous dotés d'un plan d'urgence finalisé courant 2025. Pour ce faire, le ministère de la Culture, qui en assure la charge économique, a mandaté le Bouclier bleu France¹ (BbF) qui œuvre depuis 2001 à la protection du patrimoine en cas de crise, notamment par le biais de formations des professionnels de la culture et du secours. « Nous sommes une association multi-culturelle rassemblant des personnes émanant des musées, des

archives et des bibliothèques. C'est un gros atout de travailler ensemble tant on apprend les uns des autres. Au fil du temps, nous avons mis en place une méthodologie de PSBC commune à tous les types de patrimoine, que nous ajustons aux spécificités de chacun », détaille Jocelyne Deschaux. Conservatrice générale des bibliothèques, l'ancienne présidente de l'association, désormais responsable de la formation, se réjouit d'ailleurs de la récente uniformisation de la terminologie PSBC, témoin d'une certaine « unification interprofessionnelle ».



Exercice incendie à la bibliothèque de Mériadeck (33) – © Bouclier bleu France

Délivrée par quatre formateurs du BbF, la formation « Action », suivie depuis janvier 2024 par 67 professionnels, durera 14 mois. Y participent, parfois en binôme d'un même établissement, les conservateurs, les bibliothécaires chargés de collections patrimoniales, mais aussi les directeurs. Cette formation au long cours, alternant séances de théorie pratique et de suivi personnalisé, s'appuie sur 7 modules thématiques. Les 5 premiers, délivrés en distanciel, s'articulent autour de l'identification et de l'analyse des risques, des aspects matériels, de la détermination des espaces de repli et de traitement, de la sélection des documents, des aspects humains et de la préparation des exercices. Les deux derniers, réalisés dans une bibliothèque, prévoient une simulation avec tests de manipulation et mise en place d'une cellule de crise.

Le PSBC : mode d'emploi

« La rédaction d'un PSBC n'est pas une mince affaire qu'on peut régler sur un coin de table », prévient Jocelyne Deschaux. Étape essentielle, la sélection des documents à sauver en priorité constitue une épreuve, entre casse-tête et déchirement, pour nombre de conservateurs. « Nous leur donnons une méthodologie et expliquons qu'il vaut mieux se tromper plutôt que de ne rien oser faire, avec le risque finalement de tout perdre... » Cette sélection drastique, parfois moins de 100 références sur un magasin pouvant en compter plus de 50 000, se construit en collaboration avec les pompiers qui, après visite et analyse topographique de l'établissement, seront en mesure d'indiquer le nombre de références pouvant être évacuées en priorité. Chacun

des documents est ensuite doté d'un logo rétro réfléchissant permettant d'être rapidement repéré par les services de secours en cas de sinistre.

Une collaboration avec les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) débute dès la première étape et s'inscrit dans la durée. Ce sont en effet eux qui valident le PSBC à l'issue de sa rédaction, à l'occasion d'un exercice grandeur nature qui devra être reconduit régulièrement, tous les trois ans en moyenne. À l'initiative de la mairie de Bordeaux, la bibliothèque de Mériadeck a ainsi organisé fin janvier un impressionnant exercice incendie afin de vérifier l'efficacité de son plan de sauvegarde. Au programme : évacuation des fonds prioritaires, activation d'une cellule de crise, déploiement d'une zone de repli où regrouper les œuvres, d'une zone de traitement des collections, etc. Ce test réunissait le SDIS 33, la direction générale des affaires culturelles de la Ville, l'astreinte Bâtiment ainsi que des agents de la bibliothèque, de la Métropole, du service technique et de la mairie, ou encore des membres de la section Nouvelle-Aquitaine du BbF.

« Il est essentiel que les professionnels aillent à la rencontre de leurs voisins – mairie, musée, archives, etc. – [...] afin de partager les expériences et les savoirs. »

Des dynamiques locales

« La coopération, c'est le nerf de la guerre ! Il est essentiel que les professionnels aillent à la rencontre de leurs voisins – mairie, musée, archives, etc. – qui conservent peut-être eux aussi des collections et ont des personnels formés afin de partager les expériences et les savoirs. D'autant que cela permet de construire des logiques locales de mutualisation des lieux de repli ou de traitement, des ressources humaines mais aussi des achats afin de gagner en efficacité et de faire baisser les coûts », martèle Michela Rega. La Ville de Bordeaux est notamment en cours de mutualisation de l'ensemble du matériel dédié au PSBC à tous les établissements culturels de la ville.

La rédaction d'un plan de sauvegarde s'accompagne en effet d'une liste d'achats de matériel, dressée en fonction du type de risques encourus. Pour exemple, afin de se préparer à une inondation, l'établissement devra notamment se doter d'aspirateurs à eau, de boudins, seaux et serpillières, de ventilateurs, de papiers absorbants, de tables pliantes, de torches, de piles, d'appareils photo, etc. Il devra aussi penser à nouer des conventions avec des espaces de stockage si cela est nécessaire ou avec une entreprise de congélation. En cas d'un grand nombre d'ouvrages trempés, la congélation permet de stopper la naissance des moisissures afin de pouvoir traiter les documents ultérieurement. Il ne faut pas oublier l'équipement des personnels et la préparation de fiches pratiques d'informations plastifiées à afficher pour que chacun sache quoi faire en cas de crise. « La première personne qui découvrira le sinistre doit pouvoir agir sans panique et savoir où se trouve le matériel. Il est donc très important de faire redescendre les informations afin que tout le personnel connaisse l'existence et les modalités du PSBC », explique Michela Rega.



Exercice de simulation de sinistre, Mirepoix, Ariège, 2018 – © IMY Prod, Bouclier bleu France

Depuis cet été, elle prépare le deuxième volet du déploiement de la formation – piloté par les Drac – qui devrait concerner 130 bibliothèques dont « l'importance des fonds justifie une intervention de l'État » afin qu'elles soient dotées d'un PSBC d'ici 2026 au plus tard. « Pour les nombreux autres établissements possédant des fonds importants, bien que plus restreints et locaux, nous laisserons la main aux conseillers Livre et Lecture, ancrés dans les territoires, afin de leur proposer des formations moins chronophages », précise Michela Rega. Potentiels relais et partenaires pour ce maillage des territoires, les Centres régionaux de formation aux carrières des bibliothèques ont commencé à s'emparer de la problématique depuis quelques années. « Si on est loin d'une ruée vers les PSBC, on sent grandir un certain engouement des professionnels pour ce sujet, d'autant que nous avons la chance d'être dans une région qui dispose d'une importante expertise sur la question du patrimoine écrit et de sa préservation », note Amaury Catel, directeur de Média Centre-Ouest. Déjà organisateur depuis 2021 de stages autour de la conception de plan d'urgence à Poitiers puis à Tours, le centre a mis en place depuis 2023, avec Médiaquaine, un parcours de formation de base dédié à la gestion du patrimoine écrit, dont deux des quatre modules proposés se penchent sur la mise en place des PSBC.



1. www.bouclier-bleu.fr

* Retrouvez la biographie de Pauline Leduc et ses articles sur prologue-alca.fr

La coopération entre artistes : visibilité, créativité et amitié

Par Hélène Labussière*

Les artistes du livre et de l'image vous le diront souvent : c'est un métier solitaire, où l'on passe des heures seul devant un bureau, une toile, un ordinateur ou une table à dessin. Mais d'autres façons de travailler offrent des modèles où la collaboration, même si elle n'annihile pas ce temps de travail en solo, est beaucoup plus présente. Pour en parler, nous avons rencontré cinq artistes, qui œuvrent à développer des dynamiques collectives.

Au téléphone, Camille Ulrich, à cette occasion porte-parole informelle du groupe d'artistes d'Eymoutiers (87), qui n'a pas de structure à proprement parler. En appel visio, Simon Mitteault, l'un des trois membres fondateurs du collectif d'auteurices de bande dessinée Croc en jambe, actuellement installé à Bordeaux. Et de visu, Pavillon Hergé à Angoulême, Tristan dit Tristoon, Angèle aka El Renée et Nicolas Gazeau, noyau dur de Café Creed, qui regroupe professionnels et semi-professionnels de la BD et de l'illustration. En commun : des projets de coopération entre artistes, réunis par un territoire et des envies partagées.

Les raisons de se réunir en collectif, qu'il soit ou non structuré à travers une organisation spécifique, sont évidemment plurielles : mutualisation d'un lieu, de matériel, projets de création à plusieurs, désir de partager une expérience professionnelle et artistique, etc. Mais s'il fallait trouver un dénominateur commun entre les trois groupements d'artistes ici concernés, ce serait celui de la visibilité, de se donner les moyens d'exister sur un secteur parfois saturé. Les Crocs en jambe ont dès le début le projet d'être présents sur des salons, quand la création de Café Creed, il y a vingt-six ans, visait à participer au Festival international de la bande dessinée d'Angoulême (FIBD) : « On a d'abord fait du fanzinat, des petits tirages, dans l'optique de participer au FIBD, qui était notre tremplin. » Les artistes d'Eymoutiers, eux, plutôt que d'investir un événement existant, ont décidé de fonder le leur : « On a eu envie de montrer notre travail aux gens d'ici, de proposer de la convivialité. » Pour ce faire, ils ont décidé d'une date commune afin d'ouvrir les portes d'une trentaine d'ateliers d'artistes. Au vu de la fréquentation, le pari est gagné.

Cette ambition, légitime, est toujours traversée par une émulation autour de la création. Dans le cas des deux collectifs de bande dessinée, créés pendant ou au sortir des études, la recherche graphique et narrative passe avant tout par des publications collectives. Tristan, Angèle et Nicolas insistent sur l'aspect « laboratoire » de leur association : « On expérimente ensemble en BD et en illustration, et les auteurices ont carte blanche, ce qui est rare. Si on peut parfois demander quelques corrections, on



© Croc en jambe

n'a quasiment jamais refusé aucune page. » S'il existe un cahier des charges à minima imposant la thématique et le format, ils tiennent à ce que Café Creed propose un fonctionnement bien différent du rapport classique auteurice-éditeurice, avec nettement moins de contraintes et une vraie marge de manœuvre.

Les Crocs en jambe ne disent pas autre chose : les artistes qui les rejoignent ponctuellement sur un projet viennent surtout pour une expérience qu'ils ne pourront vivre individuellement et qui dépasse souvent le cadre de la publication. En effet, si l'association Croc en jambe propose son propre catalogue d'albums, collectifs ou non, elle développe aussi, et depuis plus de quinze ans, toute une gamme de propositions telles que battles de dessin, fresques et ateliers avec des scolaires, autant d'activités qui n'ont d'intérêt que dans une dynamique de groupe.



© Croc en jambe

La coopération incarne donc un champ d'expérimentation artistique, des modes de création nouveaux, mais ce qui ressort aussi, c'est un refus des contraintes liées au marché du livre conventionnel. Cette souplesse, on la retrouve dans le périmètre du groupe lui-même, jamais figé. La deuxième édition des portes ouvertes d'Eymoutiers rassemblera déjà plus d'artistes que l'année précédente. Côté Café Creed comme Croc en jambe, les artistes invités, intervenants extérieurs ou nouveaux membres réguliers sont légion et participent à la vitalité des projets. « Sur pas mal de projets collectifs, nous essayons d'avoir un tiers de novices, jeunes diplômés ou débutants. Nous restons ouverts, avec pour seul critère les affinités. Il n'y a pas de temps d'intronisation, à aucun moment on ne dit : "Maintenant tu fais partie du Café Creed". »



© Les artistes d'Eymoutiers

La souplesse qu'induit cette forme d'autogestion se retrouve aussi dans son organisation. Camille insiste, par exemple, sur le souhait de garder une formule simple, qui ne soit pas chronophage : si l'idée de ces portes ouvertes a d'abord été le fait de deux personnes, les rôles se dispartent un peu plus pour la prochaine édition, sur la base du volontariat. Quant aux deux collectifs, dont les besoins en fonctionnement sont nécessairement plus lourds, c'est la proximité territoriale qui permet d'avancer sereinement, en se réunissant régulièrement : « Nous avons un fonctionnement associatif assez classique, avec un bureau, puis une sorte de comité qui planifie les projets éditoriaux sur l'année. » La possibilité de se regrouper très régulièrement est aussi centrale chez les Crocs en jambe : « Nous avons toujours eu un lieu de travail commun. À notre création, nous avions un appartement-atelier à Toulouse, puis nous sommes arrivés à Bordeaux, où nous avons rejoint un lieu partagé avec d'autres artistes. Mais depuis 2014, nous avons notre propre atelier Croc en jambe, avec du matériel en commun, nos bureaux, une salle de réunion et même un espace pour proposer des animations. »

Et l'individualité dans tout ça ? Elle est, en réalité, soucieuse d'une réelle attention. Qui dit collectif ne dit pas fin des projets et des ambitions personnels. Pour Croc en jambe, dont l'engagement collectif des membres a été intense pendant des années, c'est

maintenant l'évolution recherchée : « Aujourd'hui, notre objectif est d'arriver à ne pas négliger nos carrières solo, tout en maintenant le collectif. L'un d'entre nous a monté une structure éditoriale, d'autres publient chez d'autres éditeurs. On veut trouver cet équilibre et avoir la liberté de travailler avec le collectif, ou non. » Par ailleurs, un travail collaboratif contraint serait contre-productif. « Il s'agit de ne pas parasiter les activités pro de chacun, confirment les membres du Café Creed. Notre chance, c'est d'être suffisamment nombreux pour ne pas avoir à être sur tous les projets. Chacun peut y trouver son compte. »

La question financière participe de ce souci de ne pas empiéter sur les autres engagements et projets de chacun, les œuvres communes rémunérant plus difficilement. L'idée d'entraide est d'ailleurs présente sur tous les plans. Elle s'incarne, par exemple, dans le catalogue commun des Crocs en jambe qui regroupe plusieurs publications solo de leurs membres. « Même si on a travaillé seul sur un album, on sait qu'il sera soutenu par l'équipe pendant les salons. » Ce soutien mutuel dépasse même parfois le cadre de l'association : « Si quelqu'un est dans le besoin financièrement, dit Tristan, il peut aussi arriver qu'on lui confie un plan boulot. On prend soin les uns des autres. »

On comprend dès lors, et aucun ne s'en cache, que la complicité et l'amitié semblent être le ciment de ces coopérations. « Nous sommes toujours restés un collectif de copains, nous n'avons jamais travaillé avec des inconnus », rappelle Simon au nom des Crocs en jambe, dont le noyau dur s'est formé pendant leurs études aux Beaux-Arts. Ce qui ressort surtout de ces témoignages, et qu'on sent d'une totale sincérité, c'est la satisfaction de ce travail

en commun. Le lien entre ces artistes ne peut pas être que matériel ou professionnel. Certes, se former en association donne une crédibilité, une visibilité plus difficile à obtenir seul, et peut permettre de dégager des avantages matériels, voire financiers dans

le cadre, par exemple, d'une demande de subvention ou de la mise à disposition d'un local. Mais sans l'appétence humaine, le désir de se connaître, la complicité, voire l'amitié, la coopération artistique a peu de chance de perdurer. La longévité et l'enthousiasme de ces collectifs, dont deux avec plus d'une décennie au compteur, en sont la preuve éclatante.



© Café Creed

* Retrouvez la biographie d'Hélène Labussière et ses articles sur prologue-alca.fr

www.cafe-creed.com
www.crocenjambe.fr



Un dispositif pour hisser les auteurs au-dessus de leurs textes

Par Claire Géhin*

Depuis quatre ans, le dispositif Belvédère accompagne auteurs et autrices pendant leur processus de création. Né d'un partenariat entre ALCA et Le Bottom Théâtre de Tulle (19), il s'agit d'un stage de création de deux jours au cours duquel des textes en travail sont mis en voix par Marie Pierre Bésanger, la directrice artistique du théâtre tullois, et le comédien Philippe Ponty. Lectures, retours critiques, temps de réécriture et d'échanges sur le geste d'écriture se poursuivent au-delà de ces deux jours. Une véritable respiration pour des textes couchés sur le papier, ainsi que pour leurs auteures.

« Nous essayons de proposer aux auteurs et aux autrices un moment pour se hisser par rapport à leur projet », entame Marie Pierre Bésanger, directrice artistique du Bottom Théâtre. Avec le comédien Philippe Ponty et l'équipe du pôle Création et Vie littéraire d'ALCA, la metteuse en scène passionnée d'écriture contemporaine a cofondé le dispositif en 2021. Il s'agissait notamment de faire vivre le réseau des lieux d'Écritures plurielles¹, créé en 2020, qui réunit une trentaine de tiers-lieux ou de librairies indépendantes sur toute la Nouvelle-Aquitaine. Mais davantage encore, le dispositif devait répondre à un besoin exprimé par les auteurs et les autrices de la région : la nécessité d'un temps de recul critique au cours du processus de création.

Le dispositif Belvédère se déploie d'abord sur deux jours de stage, un temps court de création en collectif, qui oblige à l'écoute et au travail immédiat. Il donne une chance à certains textes, quand leurs auteures n'ont pas ou plus la possibilité de s'échapper plus de deux nuits pour se consacrer à leurs projets de création.

Tous les textes sont les bienvenus, quel que soit leur niveau de finalisation. Le dispositif offre ainsi la possibilité de ressortir des tiroirs un projet auquel les auteurs et les autrices tiennent viscéralement, sans être encore parvenus à l'accoucher, à l'image du projet avec lequel est arrivée Marion Duclos à Surgères (17), en juillet 2023. L'autrice et illustratrice prend part au dispositif avec un projet de roman graphique qui doit évoquer la part de résilience dans la famille confrontée à la maladie d'un enfant. « Cela faisait un moment que je séchais sur ce projet. Je perdais un peu le lecteur dans les images surréalistes que je voulais utiliser. Après l'avoir envoyé à plusieurs maisons d'édition, qui avaient pointé ce que je n'arrivais pas à résoudre, je l'avais un peu laissé tomber. » Le dispositif Belvédère accompagne donc certains projets qui donnent du fil à retordre, voire permet à ceux qui ont trouvé porte close jusque-là de prendre un nouveau souffle.



Chambre sous l'eau – © Marion Duclos

De porte close, il n'est pas question pour Marie Pierre Bésanger. L'équipe du Bottom Théâtre accueille les projets des participants dans le plus grand respect de leurs intentions : « Il est hors de question d'abîmer un travail. » Et la comédienne de préciser : « Ce qui se travaille, ce n'est pas ce qui va naître au bout du compte, c'est le geste. Comment on produit un geste qui nous satisfasse. »

S'il a permis d'accompagner le geste créatif d'une majorité de romans, le dispositif est ouvert à tous les genres littéraires. Ainsi, une trentaine d'auteurs et d'autrices de textes de poésie, d'essais, de romans graphiques, de théâtre ou de littérature jeunesse ont eu l'opportunité d'entendre leurs écrits prendre corps grâce aux voix de Marie Pierre Bésanger et de Philippe Ponty. « On essaie d'ouvrir, ouvrir, les possibilités du texte », note encore la metteuse en scène. « Ouvrir », c'est parfois dire « je » au lieu de « il », changer de ton, de rythme, faire entendre le texte à travers sa voix ou plutôt celle de Philippe Ponty, selon ce qu'il faut retravailler...

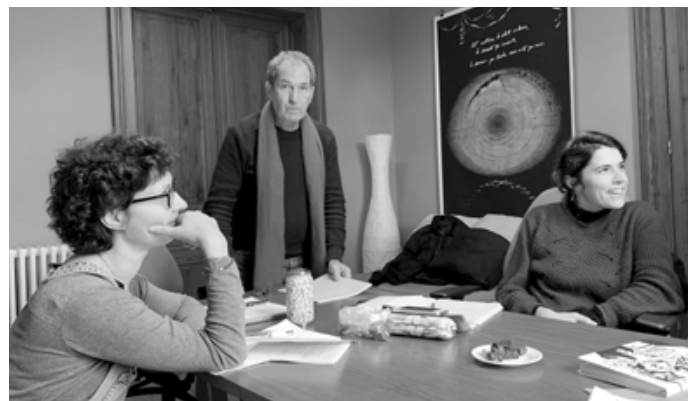
Et ces lectures à voix haute révèlent parfois certains nœuds, comme en témoigne Marion Duclos, qui a prêté une oreille sensible aux retours du comédien et de la comédienne, ainsi qu'à ceux des autres auteurs et autrices présentes. L'autrice avoue dans un rire : « C'était super désagréable, parce que je trouvais mon texte très mauvais. On n'est pas dans notre zone de confort. Forcément, ça nous fait bouger. Mais cela nous permet d'avancer, c'est salutaire. » Mieux vaut prendre soin des auteurs et des autrices pendant ces journées intenses, vivifiantes... et parfois ardues.

Le lieu d'accueil joue un rôle essentiel pour favoriser cet état de « présence totale » qui permet au travail de bien se dérouler. Pour ce faire, Marie Pierre Bésanger parie sur une « situation de simplicité » lors de l'arrivée sur le lieu de résidence, la veille du stage. Autour d'un repas, équipe, participants et participantes se rencontrent. À Surgères, c'est dans l'espace de l'association En Avant Première que se sont déroulées les deux journées de stage, en juillet 2023. Entre le jardin et les salles de travail, autour d'une tisane ou entre deux portes, le processus créatif se poursuit. Véronique Amans, animatrice du lieu, se souvient d'un échange à table avec une autrice : « On l'a vue arriver avec une idée très préconçue de la manière de construire son roman, et repartir avec une idée différente. En une journée, elle avait ouvert de nouvelles portes. »

Au terme de ce temps de création, une demi-journée de restitution est organisée devant un public de professionnels, soit dans le lieu d'accueil, soit dans un autre lieu culturel du territoire. Ce moment de partage place ostensiblement la création au cœur d'une aventure collective. À Surgères, les participants ont ainsi présenté leur travail aux éditions La nage de l'ourse, à la librairie des Thés et aux médiathèques. Un temps important qui donne accès aux coulisses de la création à des diffuseurs, qui offre la possibilité aux auteures d'entendre de nouveaux échos sur leur projet, et qui permet aussi aux professionnels de se rencontrer et de renforcer la dynamique culturelle sur leur territoire, confirme Véronique Amans : « On a chacun des publics un peu différents. Ça nous permet de renforcer les partenariats. »

Nouveauté pour la prochaine session, ces deux jours et demi seront suivis d'une nouvelle demi-journée en visio pour faire le point sur les avancées de chacun et chacune, quinze jours après le dispositif. « Et puis on laisse la porte ouverte », rappelle Marie Pierre Bésanger. « Souvent des auteurs et des autrices nous renvoient un texte quelques semaines après leur participation. Et nous répondons. »

Il arrive aussi que des liens durables se créent. Le Bottom Théâtre a par exemple accueilli en compagnonnage l'autrice et poétesse Laurine Rousselet, une ancienne participante du programme. Lors du Festival des écritures organisé par l'association En Avant Première, qui s'est déroulé en octobre 2024, Thibaut Lambert, ancien participant du dispositif à Surgères, a été invité à présenter sa conférence dessinée à la rencontre du Douanier Rousseau. Quant au projet de roman graphique de Marion Duclos, il est toujours en travail. Actuellement occupée par de nombreux autres travaux, elle affirme utiliser encore les outils qu'elle a acquis lors de sa participation au dispositif Belvédère : « Je n'avais pas tellement de méthodologie dans la réécriture, se rappelle l'autrice. Aujourd'hui, j'ai une manière plus visuelle de retravailler mon



Gaëlle Perret, Jean-Marc Percier et Chloé Baudry au Chalet Mauriac, 2024 – © Le Bottom Théâtre



Pascale Binant, Pascale Drouet et Mary-Luce Pla au théâtre L'Avant-Scène de Cognac – © Le Bottom Théâtre

texte, à l'aide d'un tableau. » Un tableau pour faire le point sur l'écriture, la recherche des émotions, l'événement narratif... « Cela me permet de voir quelle formule peut être modifiée sans trahir l'intention de départ. »

Accoucher d'un texte, puis d'un livre, peut prendre des années. Tisser des liens durables sur les territoires aussi. Aujourd'hui, après quatre ans d'expérimentation, pérenniser les partenariats fait partie des objectifs à poursuivre pour l'accueil d'auteurs et d'autrices au sein du dispositif Belvédère. Le Chalet Mauriac en Gironde, La Ferme de Villefavard en Limousin et l'association En Avant Première à Surgères sont les trois lieux au sein desquels le dispositif va ancrer son action. « Ces trois partenaires seront davantage encore associés au projet », assure Marie Pierre Bésanger qui s'enthousiasme : « Nous allons vivre une belle histoire ensemble ! »



1. Écritures plurielles, écritures nouvelles était un autre dispositif créé par ALCA mettant à disposition pour les auteurs et les autrices de Nouvelle-Aquitaine des espaces de travail, de réunion, de rencontre et de répétition dans toute la Nouvelle-Aquitaine.

* Retrouvez la biographie de Claire Géhin et ses articles sur prologue-alca.fr

Retrouvez toutes les informations sur le dispositif Belvédère sur alca-nouvelle-aquitaine.fr



Pierrot – © Marion Duclos

La 4^e Planète : une aventure qui réunit

Par Ingrid Florin Muller*

La 4^e Planète est un univers de science-fiction rétrofuturiste créé par Titouan Bordeau et Jean Bouthors il y a dix ans. Ce projet de série d'animation, au déroulé narratif feuilletonnant, est actuellement codéveloppé par Les Astronautes¹, société située à Valence (26), et Sun Creature², implantée à Bordeaux (33). À l'occasion de la présentation de ce projet au Cartoon Forum, marché européen de la coproduction audiovisuelle, en septembre 2024, un trailer cofinancé par l'aide au développement de la Région Nouvelle-Aquitaine, du Département de la Charente et de Bordeaux Métropole a été diffusé en exclusivité. Nous avons pu échanger avec les structures de production et l'un des deux auteurs sur l'association de leurs talents respectifs.



La 4^e Planète – © Les Astronautes, Sun Creature

La 4^e planète du système solaire, c'est Mars, la planète rouge, qui, au ^{xxiii}^e siècle, a été rendue viable pour l'espèce humaine alors que la Terre, elle, se retrouve épuisée par le réchauffement climatique et la surexploitation des ressources. Les Terriens sont ainsi contraints à l'exode et s'entassent autour du Cosmoport, une gigantesque mégalopole adossée à une base de lancement des futures navettes, où le contrôle des frontières est drastique et les réfugiés climatiques s'entassent. Aux abords de la cité, on suivra les destins croisés d'Arnold, mécanicien à la recherche de sa famille, et de Chawla, une pilote de navette qui se questionne sur l'univers dans lequel elle vit.

La série porte un regard acide sur le progrès mal maîtrisé, les enjeux environnementaux et les crises migratoires, où les populations sont contraintes de fuir la misère. Lorsqu'on demande à Jean Bouthors quel est le message au cœur du projet, il explique que « l'idée de départ de l'histoire était de projeter une vision du futur avec une solution qui n'est qu'une illusion – la migration vers Mars n'est qu'une utopie qui empêche de construire un vrai avenir commun sur Terre. Il faut réussir à créer une communauté de valeur et s'y accrocher pour traverser les épreuves de notre temps ».

Un développement en coopération au long cours

Cette série d'anticipation a connu une première phase de développement chez Folimage, il y a dix ans, avant d'être mise en pause. Lorsque les droits ont été libérés, le développement a pu reprendre chez Les Astronautes, société que l'auteur Jean Bouthors a cofondée avec son associée Vanessa Buttin-Labarthe, qui commente : « Quand nous avons repris le projet, nous avons conscience qu'on devait partir à plusieurs. Le format et le sujet sont ambitieux, on a besoin d'être solides pour développer ce type de projets. Dans la recherche de partenaires, nous nous sommes tournés vers Sun Creature dès le début, car nous savions que cela correspondait à ce qu'ils aiment faire. » Emmanuel Bernard, producteur, poursuit : « Chez Sun Creature, nous développons des projets de commande et de divertissement, mais aussi des films plus politiques. Charlotte de La Gournerie³, productrice de *Flee*, a une approche très sociétale. Ici, l'histoire aborde des sujets contemporains comme la migration ou la technologie, qui n'est pas la solution ultime et ne nous sort pas de l'impasse. Éditorialement, la proposition entrait en résonance avec ce que l'on fait. » Pour Les Astronautes, la collaboration avec Sun Creature a donné un nouveau souffle au projet :

« Je n'envisagerais pas de faire ce métier autrement que dans la coopération »

« Ensemble, on est plus forts. Développer un projet bouffe une énergie dingue. Nous avons besoin d'un partenaire qui aborde le sujet différemment, qui insuffle quelque chose. Je n'envisagerais pas de faire ce métier autrement que dans la coopération », confie Vanessa Buttin-Labarthe.

Ce nouveau développement a été l'occasion de retravailler les personnages « pour leur donner plus de volume et les rendre plus adultes », décrit Emmanuel Bernard, avant de préciser : « Les soutiens que l'on a eus nous ont permis de pousser les enjeux dramatiques. Ils sont maintenant plus complets et l'histoire sur 13 épisodes de 26 minutes est plus riche, avec des personnages densifiés au niveau du caractère et de l'évolution personnelle. On tient quelque chose de solide. »

D'autant que depuis les ébauches du projet, les thématiques ont trouvé écho dans l'actualité. « Ce qu'on a écrit il y a dix ans s'est accéléré », décrit Jean Bouthors. Emmanuel Bernard détaille : « Départ sur Mars avec Elon Musk, migration et changements climatiques, détérioration de l'environnement, tout ce qui était prospectif s'est confirmé. »

Un travail d'équipe

Une coproduction est une coopération qui permet de tisser des liens humains, artistiques et techniques forts. L'approche de la production, de la gestion, des logiciels utilisés et celle du rendu artistique nécessitent une adaptation constante. Jean Bouthors déclare : « Avoir des réalisateurs et des scénaristes différents par épisode nous semblait évident dès le départ. Ce qui m'intéresse dans la création, c'est aussi la collaboration. D'abord avec Titouan, mais aussi avec d'autres. Cela fait partie intégrante du projet. »

La fabrication du pilote s'est faite entre Valence, où résident les deux réalisateurs, Bordeaux, où est situé le coproducteur, et Angoulême, dans le studio Silex Animation. Vanessa Buttin-Labarthe développe : « On connaît bien Silex, on fabrique beaucoup pour eux. C'est intéressant de faire le chemin inverse. Le partage entre Bordeaux et Angoulême s'est fait en fonction des artistes qu'on connaissait et des compétences disponibles au moment où l'on faisait le pilote. » Les deux auteurs ayant déjà étudié et travaillé à Angoulême, ils ont pu réactiver des connexions qu'ils avaient. Jean Bouthors raconte : « Expérimenter le travail avec des équipes dispatchées était un bon test, car on sait bien que la fabrication sera en multisite. Cela amène à réfléchir à comment arriver à faire entrer ce projet ambitieux dans un contexte de série. » Une collaboration qui a également permis à Sun Creature de bénéficier de l'approche technique du studio à l'initiative du projet : « On est sur un style d'animation pointu, annonce Emmanuel Bernard. Il était intéressant pour nous de développer à cette occasion un nouveau pipeline grâce à l'approche technique des Astronautes et de bénéficier de leurs avancées technologiques. » Jean Bouthors poursuit : « La fabrication est de plus en plus segmentée. Avoir des façons de travailler communes permet de diminuer les coûts, que ce soit dans la façon de réfléchir ou les réflexes à partager. Une fois qu'un projet a été réalisé, la suite se fait facilement ensemble. On acquiert des habitudes de travail, une confiance. C'est intense,



La # Planète – © Les Astronautes, Sun Creature

« Avoir des façons de travailler communes permet de diminuer les coûts, que ce soit dans la façon de réfléchir ou les réflexes à partager. »

cela dure des années, il vaut mieux bien s'entendre et se nourrir les uns des autres. La création d'un film est un travail d'équipe. » Ce pilote a pu être présenté au Cartoon Forum devant des diffuseurs, des financeurs et de potentiels coproducteurs européens. « Nous avons senti une belle énergie, affirme Vanessa Buttin-Labarthe. La semaine prochaine, nous rentrons au studio et nous savons qui relancer... » Trouver un diffuseur est un enjeu primordial pour cette série au budget de 7,5 millions d'euros. Emmanuel Bernard fait remarquer : « L'animation ado-adulte n'a pas beaucoup de débouchés en France. » Cette étape reste déterminante pour la suite du projet : « On ne lance pas le travail d'écriture des scénarios sans d'abord savoir pour quel diffuseur on le fait, explique Vanessa Buttin-Labarthe. À ce stade, tout peut encore être ajusté pour rentrer dans les besoins des diffuseurs. »

« L'écriture de ce projet est un château de cartes. On a 100 ans de l'histoire des personnages », révèle Jean Bouthors. Cette création originale riche permet d'imaginer un développement sur d'autres supports. Ainsi, un projet de jeu vidéo a été ébauché chez Les Astronautes. « On a posé un environnement avant de poser les personnages. On peut raconter cette histoire avec plein de points de vue différents et ouvrir une nouvelle porte sur cet univers, qui s'y prête », indique le réalisateur. Mais aujourd'hui, Les Astronautes souhaitent se concentrer sur la série et peut-être laisser à un studio de jeu vidéo tiers le travail pour financer un éventuel prototype, comme le laisse entendre Jean Bouthors : « Plusieurs personnes avec lesquelles nous avons travaillé sur le jeu vidéo sont parties à Angoulême et nous y avons fait une belle rencontre avec un studio... »



1. www.lesastronautes.fr
2. suncreature.com
3. Charlotte de La Gournerie est la fondatrice de Sun Creature France, à Bordeaux.

* Ingrid Florin Muller est chargée de mission Fonds de soutien Animation à ALCA. Retrouvez ses articles sur prologue-alca.fr

L'Association des éditeurs de Nouvelle-Aquitaine : la mutualisation comme ADN

Hervé Chopin et Esther Merino / Propos recueillis par Margaux Maillard*

Créer une association des maisons d'édition de Nouvelle-Aquitaine c'est, par essence, la volonté d'échanger, de faire ensemble, de partager des expériences et de mutualiser des actions ou des problématiques communes. L'Association des éditeurs de Nouvelle-Aquitaine (AENA) joue ce rôle depuis 2021. Rencontre avec Esther Merino, présidente, et Hervé Chopin, adhérent.

Après quatre ans d'existence, pouvez-vous revenir sur la ligne directrice et le fonctionnement de l'association ?

Esther Merino : À la fin du confinement et dans une période incertaine, les éditeurs ont choisi de se regrouper pour faire face à un besoin de partage : des préoccupations, des inquiétudes, de leurs difficultés. La première ligne directrice de l'association est celle-ci : pouvoir discuter et faire ensemble. Nous avons profité d'une structure existante et dormante fondée en ex-Aquitaine pour recréer très vite une association. Nous étions une vingtaine au départ et nous sommes plus d'une soixantaine d'adhérents aujourd'hui.

Hervé Chopin : Le but de l'association est de tendre à la professionnalisation des éditeurs. Nous avons donc un certain nombre de critères pour répondre à cette exigence : avoir un siège social en Nouvelle-Aquitaine, trois ans d'ancienneté minimum et un certain nombre de titres publiés dans l'année. Pour la diffusion, si elle n'est pas déléguée, nous demandons une liste de dix librairies vérifiables où la maison d'édition est présente.

E. M. : L'idée n'est pas de faire « masse », mais d'être une association professionnelle pour les professionnels.

H. C. : Ce qui fait la richesse mais aussi la complexité de l'association, c'est la typologie des maisons qui la composent : des toutes petites structures et des plus importantes, des éditeurs diffusés et d'autres non, certains ont des salariés, d'autres n'ont pas de bureaux dédiés. Nous sommes dans des réalités très différentes.

E. M. : Notre force, c'est que nous arrivons à échanger, à nous donner des retours d'expérience, à œuvrer ensemble avec des modèles économiques divers et des perceptions multiples de la pratique de notre métier.

Justement, comment exploitez-vous cette variété de profils ?

Quelles actions avez-vous mises en place pour « œuvrer ensemble » ?

H. C. : Nous organisons un jeudi par mois un « café-thème » en visioconférence : soit chacun peut amener un sujet, soit c'est autour d'une thématique choisie. Pour cette dernière option, nous faisons appel à un membre de l'association pour un retour d'expérience sur une problématique ou nous envisageons de solliciter un regard professionnel extérieur. La diffusion-distribution est un thème récurrent, nous pourrions donc faire intervenir un diffuseur, par exemple.



Le stand de l'AENA au festival Littérature en jardin – © AENA

E. M. : Ces cafés ne sont pas une formation ; ce sont vraiment des temps d'échange pour ouvrir le champ des possibles. Nous avons cette année répondu à l'appel d'offres Alternatives vertes 2030¹ avec un projet d'ouverture d'un lieu de stockage. C'est une problématique ancienne et commune à tous les éditeurs, qu'ils aient délégué leur diffusion ou non. Pour certains, cela leur permettra de faciliter une partie de leurs expéditions et, pour d'autres, de réduire les coûts avec un stockage plus local.

H. C. : Le collectif offre aussi de nouvelles possibilités. Par exemple, la cooptation d'un autre éditeur auprès d'un diffuseur. En échangeant plus régulièrement, on se connaît mieux et on peut plus facilement proposer de nouvelles initiatives ou donner nos avis sur des publications ou des choix de couvertures.

E. M. : Partager nos regards et nos expériences, c'est la première forme de coopération que nous réalisons.

Dans son programme d'actions, l'AENA propose de nombreux rendez-vous tout au long de l'année. Pouvez-vous revenir sur quelques temps de mutualisation ?

E. M. : Nous organisons de nombreuses actions de mutualisation, comme des présentations d'ouvrages pour les rentrées littéraires. Cette année, nous proposons aux éditeurs de se déplacer dans une

librairie pour découvrir son lieu et sa ligne. Nous essayons ainsi de développer des moments plus intimes pour mieux se connaître entre différents maillons de la chaîne.

H. C. : L'AENA propose beaucoup d'actions de visibilité. Cette forme de mutualisation est essentielle, car le libraire, par exemple, se déplacera plus facilement pour dix éditeurs que pour un.

E. M. : Nous mettons aussi en place cette année un festival itinérant qui a commencé à La Rochelle début octobre 2024, en partenariat avec la Maison des écritures, puis à Limoges avec la Bibliothèque francophone multimédia. L'idée est de créer un mini-salon

avec les éditeurs volontaires, qui viennent présenter leur catalogue et animent aussi des tables rondes pour faire découvrir les dessous du métier ou leurs auteurs et autrices. Nous développons de plus en plus des partenariats avec les organisateurs de manifestation en intégrant nos auteurs dans la programmation ou en proposant des temps forts dédiés à l'association. Mais nous avons aussi des actions transversales avec les académies, les médiathèques, etc.

H. C. : La force du collectif, c'est justement d'avoir une voix plus importante pour négocier ce type de partenariat. D'être aussi représentatif auprès des partenaires publics et donc de pouvoir négocier et apporter des réponses à des problématiques communes.

L'AENA fait partie de la Fédération des éditions indépendantes (FEDEI) ; comment cette fédération s'est-elle créée et quel est son rôle au niveau national ?

E. M. : En 2021, huit associations d'éditeurs professionnels se sont rassemblées pour créer la FEDEI, avec comme objectif d'unir leurs forces pour porter une voix nationale auprès des institutions publiques et professionnelles. Nous sommes aujourd'hui quatorze associations adhérentes et représentons plus de 400 maisons d'édition. Ce poids non négligeable nous permet de faire entendre nos projets, nos revendications, nos problématiques à un niveau



Visuel des Assises nationales de l'édition indépendante 2025 – © FEDEI

national et d'accéder donc à des sphères que nous atteignons difficilement seuls.

Nous nous sommes rendu compte que chaque association a des actions spécifiques, propres à son histoire ou à sa localisation. L'idée est de mutualiser des actions qui ont un écho national et qui répondent à des objectifs collectifs, comme la solution de gestion OP'libris². C'est un outil-métier créé pour les professionnels à l'initiative de la FEDEI pour répondre à leurs attentes et à leurs besoins, notamment dans la gestion de leur activité, et particulièrement pour les redditions de compte. L'outil devrait être opérationnel fin 2024.

Nous organisons aussi les Assises nationales de l'édition indépendante, dont la deuxième édition aura lieu à Bordeaux³. Deux grandes thématiques seront abordées : la première, autour des difficultés économiques que nous connaissons aujourd'hui et qui s'accroissent. Une étude est en cours sur ce sujet, dont les résultats seront présentés aux assises, avec un axe fort autour de la précarité des éditeurs et sur la répartition de la valeur dans les structures. Les défis financiers sont une problématique majeure à faire résonner à tout niveau, local comme national. La deuxième thématique abordera les questions de coopération et de mutualisation, un sujet d'actualité !



1. Plus d'informations sur cet appel à projets sur www.culture.gouv.fr/catalogue-des-demarches-et-subventions/appels-a-projets-candidatures/appel-a-projets-france-2020-alternatives-vertes-2

2. Voir encadré ci-dessous.

3. Du 19 au 21 février 2025, au TnBA, Théâtre national Bordeaux-Aquitaine.

* Margaux Maillard est chargée de mission Économie du livre à ALCA. Retrouvez ses articles sur prologue-alca.fr

www.asso-ana.fr

OP'LIBRIS : UN OUTIL PENSÉ PAR DES ÉDITEURS POUR DES ÉDITEURS

Par la rédaction

OP'libris a d'abord été pensé par des éditeurs comme un outil-métier pour des éditeurs afin de répondre au mieux aux besoins et aux moyens spécifiques des maisons indépendantes. Aujourd'hui, le projet s'inscrit dans une démarche de mutualisation plus globale et vise à répondre à tout un pan des préoccupations de la FEDEI comme à celles d'autres acteurs essentiels de l'interprofession.

Fin 2024, OP'libris sera opérationnel avec une vingtaine de modules assurant les premières fonctionnalités définies pour cet outil. Celles-ci se répartissent en trois grandes étapes pour accompagner un livre dans la durée : « anticiper », « gérer » et « promouvoir ». Chacune de ces catégories offrira respectivement des outils pour : calibrer un projet, préparer la naissance d'une publication ; piloter son activité

au quotidien ; mettre en valeur ses titres et faire connaître sa maison. Au-delà de cette création d'un logiciel de gestion pour les maisons d'édition, avec des espaces propres pour chaque structure utilisatrice, l'outil proposera également un second espace ouvert, destiné à héberger des services communs dans un esprit de mutualisation et d'ouverture aux acteurs de l'interprofession ou aux structures publiques. OP'libris vise ainsi à s'inscrire dans un écosystème dynamique.

Le projet est porté par une société coopérative d'intérêt collectif ouverte à tous les professionnels souhaitant s'y impliquer. Il n'est pas obligatoire d'être coopérateur pour pouvoir utiliser l'outil, mais intégrer la SCIC permet de bénéficier de conditions tarifaires préférentielles et de participer à la conception, à l'évolution et à la gouvernance de cette dynamique commune.

Source : livret de présentation OP'libris : une réponse unique à des problématiques communes, Open source & Édition indépendante, disponible sur presentation.oplibris.org

Les professionnels de l'animation bordelais se rassemblent

Julien Allard / Propos recueillis par Ingrid Florin Muller*

Ils et elles sont techniciens, auteurs, producteurs, compositeurs et étudiants du cinéma d'animation avec comme point d'attache Bordeaux. Pour valoriser leurs métiers, créer des synergies et mutualiser leurs compétences, ils et elles se sont réunis autour de l'association Fun Per Second (FPS)¹ créée en 2023 et dont l'activité est coordonnée par Julien Allard.

Comment l'association Fun Per Second est-elle née ?

Bordeaux est une grande ville ; les professionnels de l'animation ne s'y côtoient pas facilement. On s'est aperçu que d'un côté des studios recherchaient des profils et, de l'autre, les étudiants ne savaient pas quels studios existent ici. L'association est née pour établir une passerelle entre tous les acteurs du cinéma d'animation : entre étudiants et studios, entre studios et professionnels, et entre auteurs littéraires et auteurs graphiques. L'association a été créée pour se regrouper, s'entraider, casser l'isolement pendant le développement de projets et aider les jeunes diplômés, qui sont parfois un peu perdus face à certaines démarches. Nous organisons aussi des événements pour s'amuser autour du cinéma d'animation, démystifier le processus créatif et faire connaître des métiers.

Au-delà de cette mise en réseau, quels objectifs poursuit l'association ?

Elle vise à promouvoir les métiers et les techniques artisanales pour qu'elles ne disparaissent pas, à favoriser la diffusion des courts métrages d'animation et à soutenir les auteurs et les autrices pour monter des projets en région. Nous sommes aussi attentifs aux envies des adhérents. Par exemple, nous avons mis en place un mentoring pour aider une dizaine de techniciens et de jeunes diplômés à se former sur le logiciel Animate pour préparer un test permettant de décrocher un emploi.

Quelles actions ont déjà été mises en place à ce jour ?

Nous organisons des sorties Sketch'out une fois par mois pendant lesquelles les adhérents peuvent découvrir des lieux de la métropole et se rencontrer en dessinant. Nous proposons également un accompagnement avant des deadlines de dépôt de dossiers au CNC ou à la Région. Il y a aussi des défis (anim jam), des apéros et des événements tous les deux mois.

Pouvez-vous nous parler de la résidence BAW (Bordeaux Animation Workshop) ?

Nous avons créé l'association et monté simultanément le projet de résidence avec l'aide de Bordeaux Métropole et le CoBo². BAW est dédiée aux porteurs de projets en animation tous formats et toutes techniques. Nous avons reçu pour cette première édition 160 dossiers, dont beaucoup sont de bonne qualité. Nous avons sélectionné neuf lauréats qui vont travailler sur leurs scénarii pendant trois semaines, entre octobre et novembre 2024³, avec l'aide

de trois scénaristes ayant des expériences différentes (Catherine Cuenca, Françoise Ruscak et Claire Sichez). À la fin de ce module, ils pitcheront à l'oral leurs projets devant des partenaires. Cela se déroulera à la Maison Demons, à Bordeaux, un espace de travail partagé où ils pourront rencontrer également des auteurs de bande dessinée. Ils rentreront ensuite chez eux avec une feuille de route pour travailler sur des points précis et auront deux rendez-vous de suivi.

Les lauréats reviendront en mars pour travailler durant un mois à la fabrique Pola, à Bordeaux, sur les aspects graphiques et de mise en scène avec des réalisateurs et character designers. La dernière semaine, ils seront au studio Sun Creature, à Bègles, où les producteurs Emmanuel Bernard et Charlotte de La Gournerie les coacheront sur la mise en place de leur dossier pour présenter le projet à une société de production ou pour faire des demandes d'aide. À la fin de la résidence, il y aura une remise des prix de 1 000 € chacun et une licence Storyboard Pro fournie par le partenaire Toon Boom, ce qui leur permettra de commencer l'animation.

En plus des écoles (ECV et 3Is), des sociétés de production (Midralgar et Sun Creature), de lieux créatifs et de résidence (Maison Demons, Fabrique Pola, Villa Valmont), nous développons de nouveaux partenariats, comme avec le festival Les Nuits magiques ou le cinéma La Lanterne.

Que pouvons-nous vous souhaiter pour l'avenir ?

Nous ne disposons pas encore de local. Avoir un lieu permettrait d'expérimenter des projets dans les cartons. Nous aimerions intégrer la Maison Marandon, un nouveau lieu culturel en devenir dans le quartier Saint-Genès, et y faire une salle d'exposition, un ciné-club, un AniLab (un FabLab pour le cinéma d'animation où le public pourrait apprendre les techniques d'animation sur des plages horaires précises). Nous croyons au fait de développer une pratique en amateur comme nouveau point d'entrée dans ce métier.



1. L'association compte aujourd'hui 250 adhérents, dont 150 en Nouvelle-Aquitaine.
2. Le CoBo est un collectif bordelais né de la volonté d'acteurs majeurs des industries créatives et culturelles de la métropole de Bordeaux de se regrouper afin d'échanger sur leurs pratiques, confronter leurs expériences et savoir-faire, réfléchir aux mutations et aux évolutions du secteur : www.co-bo.org
3. Entretien réalisé en septembre 2024.

* Ingrid Florin Muller est chargée de mission Fonds de soutien Animation à ALCA. Retrouvez ses articles sur prologue-alca.fr



19 x 26 cm – 92 p. – 19 € (12 € format numérique)
EAN : 9782706195123

L'Observatoire est une revue semestrielle éditée par l'Observatoire des politiques culturelles, pour décrypter les enjeux artistiques et culturels d'aujourd'hui au regard des transformations de la société et des politiques publiques.

Philosophes, sociologues, politologues, juristes, artistes, architectes, acteurs culturels, élus, etc. sont invités à y contribuer.

Chaque numéro consacre dix articles à un sujet de politique culturelle.

L'Observatoire articule revue papier et média en ligne : deux productions complémentaires qui s'intéressent aux mondes de l'art, mais aussi aux dimensions culturelles d'autres questions comme l'écologie, le numérique, l'éducation, la citoyenneté, les projets de territoire, avec une ouverture sur l'international et divers domaines d'action publique.

La revue est diffusée par les Presses universitaires de Grenoble.

n° 62 – juillet 2024 : Théâtre public : les scènes de la discorde

Des voix discordantes fissurent le mythe fondateur d'un théâtre de service public pour tous. Le lien au public s'émousse alors qu'il en constituait la pièce maîtresse. Son modèle socio-économique s'essouffle. Quelle est la voie à inventer pour sortir d'une crise récurrente ? C'est à ces zones de tension et de recomposition que s'intéresse ce numéro. Car prendre le pouls du théâtre public, c'est prendre le pouls des politiques culturelles.

REVUE

L'Observatoire

Dernier numéro paru :
Théâtre public : les scènes de la discorde – n° 62 – juillet 2024

Directeurs de publication :
Vincent Guillon,
Emmanuel Vergès

Éditions PUG et OPC



ESSAI

Faire culture : de pères à pairs

Sous la direction de Pierre Brini et Emmanuel Vergès

PUG et UGA éditions
13,5 x 21 cm – 156 p. – 21 €
EAN : 9782706150111 ; novembre 2021

Comment se redessinent les politiques culturelles et la façon de faire de la culture ?

Aujourd'hui, une génération de professionnels de la culture et des arts constate que les institutions qui les ont formés continuent à se penser comme des intermédiaires dans une pyramide de valeurs, d'ordres et de disciplines, alors qu'elles deviennent une partie d'un écosystème beaucoup plus vaste.

Pour ces professionnels, travailler c'est « œuvrer ». Coopérer c'est « faire œuvre », produire collectivement. Ils se retrouvent autour d'expériences de terrain, de projets à produire, de moments pour faire et penser, d'accompagnement de politiques publiques, de dialogues compétitifs, de coopération européenne, de marchés publics... Ils organisent des festivals, des résidences, ils produisent des récits, ils programment, ils entreprennent, ils cartographient, ils arpentent, ils uploadent et téléchargent, ils documentent... Ils travaillent ensemble. De pairs à pairs.

Ces complicités posent le fondement de nouvelles formes de politiques publiques, esquissant des solutions pour une transition soutenable. C'est ce qu'aborde cet ouvrage grâce aux onze contributions issues d'expériences d'opérateurs atypiques agissant à divers endroits du secteur culturel.



FICTION

Court métrage

Grande Stellaire

Alex Pou

Aqua Alta
40 min – France – 2024
Soutien à la production de la Région Nouvelle-Aquitaine et du Département de Lot-et-Garonne, en partenariat avec le CNC et accompagné par ALCA.

Sélectionné en 2024 au Festival international du film indépendant de Bordeaux, au festival Cornett et à Côté court – Pantin

Au milieu de sa vie, Sharif, un jardinier isolé dans un domaine du Lot-et-Garonne, recueille un être étrangement muet. Ce dernier le fera basculer dans un monde végétal et fantasmagique.



ANIMATION

Long métrage

La Plus Précieuse des Marchandises

Michel Hazanavicius

Ex Nihililo (Agat Films), Les Compagnons de cinéma

81 min – France – 2024

Soutien à la production de la Région Nouvelle-Aquitaine et du Département de la Charente, en partenariat avec le CNC

et accompagné par ALCA et le Pôle Image Magelis.

Sélectionné en 2024 au Festival international du film d'animation d'Annecy, au Festival international du film francophone de Namur – Belgique, au Festival international du film de Biarritz – Nouvelles Vagues, Prix du cinéma Positif au Festival de Cannes 2024, Prix du Jury Presse et du Jury Mission Locale du Médoc aux Vendanges du 7^e Art 2024

Il était une fois, dans un grand bois, un pauvre bûcheron et une pauvre bûcheronne. Le froid, la faim, la misère, et surtout autour d'eux la guerre, leur rendaient la vie bien difficile. Un jour, pauvre bûcheronne recueille un bébé. Un bébé jeté d'un des nombreux trains qui traversent sans cesse leur bois. Protégé quoi qu'il en coûte, ce bébé, cette petite marchandise va bouleverser la vie de cette femme, de son mari, et de tous ceux qui vont croiser son destin, jusqu'à l'homme qui l'a jeté du train. Leur histoire va révéler le pire comme le meilleur du cœur des Hommes.

À écouter dans « Nos sonores » sur prologue-alca.fr ou sur la chaîne SoundCloud d'ALCA : « "La Plus Précieuse des Marchandises", un film made in Angoulême », par Camille Dupuy, juin 2024



FICTION

Long métrage

Rabia

Mareike Engelhardt

Films Grand Huit
95 min – France, Allemagne, Belgique – 2024

Soutien à la production de la Région Nouvelle-Aquitaine et du Département de la Dordogne, en partenariat avec le CNC et accompagné par ALCA.

Sélectionné au Festival du film francophone d'Angoulême (2024) ; Prix d'Ornano-Valenti du premier film français du Festival du cinéma américain de Deauville (2024).

Poussée par les promesses d'une nouvelle vie, Jessica, une Française de 19 ans, part pour la Syrie rejoindre Daech. Arrivée à Raqqa, elle intègre une maison de futures épouses de combattants et se retrouve vite prisonnière de Madame, la charismatique directrice qui tient les lieux d'une main de fer. Inspiré de faits réels.

Le film a en partie été tourné dans les anciens bâtiments de France Tabac, à Sarlat, transformés il y a peu en studios de cinéma.

Cela fait dix ans que se croisent et se confrontent dans les pages d'*Éclairages* les idées, les analyses et les points de vue artistiques des professionnels du Livre et du Cinéma en Nouvelle-Aquitaine. Une revue conçue comme un espace de réflexion partagé pour approfondir ensemble des problématiques communes à ces deux filières.

La thématique de ce numéro anniversaire, qui interroge les coopérations et les dynamiques collectives dans la culture, est un peu une mise en abîme de ce que nous visons à travers cette publication : faire dialoguer toutes celles et ceux qui œuvrent pour la fabrication et la transmission d'une création libre et diverse. Comment façonner une manière de penser et d'agir ensemble ? Comment redonner à la culture la place essentielle qu'elle doit avoir dans l'accompagnement des différentes transitions actuelles ? Quels sont ou seraient les leviers institutionnels, politiques et organisationnels qui favoriseraient une coopération à tous les étages ? Des questions qu'explore ce 22^e numéro, où les dix artistes invités nous font partager, à travers leurs créations écrites et visuelles, leur vision singulière de cette notion de coopération.

Illustration de couverture : Sybil Marzin

